

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 26 AVRIL 1977
N° 435 1,50 F

Belgique 15 FB
Commission Paritaire 56 942
..

Lire en page 12,
notre enquête

Les travailleurs et
les transports
en commun :

**CE TEMPS
QU'ON NOUS VOLE**

Mer du Nord

4 000 T.
de pétrole se
déversent
chaque jour

UNE CATAS-
TROPHE
PRÉVISIBLE

«Il y aura un désastre en mer du Nord tôt ou tard». Red Adair, le spécialiste américain de la lutte contre les incendies d'hydrocarbures tenait ces propos il y a deux semaines. Il avait mis en garde les compagnies exploitant le pétrole de la mer du nord. Aujourd'hui il est sur les lieux de ce qui pourrait être la plus grande catastrophe écologique de l'histoire. Il va tenter de colmater la fuite par laquelle chaque jour 4 000 tonnes de pétrole s'écoulent dans la mer.

(LIRE NOTRE ARTICLE
EN P.6)

PHAM VAN DONG VIENT NÉGOCIER
DES ACCORDS ÉCONOMIQUES

LE 1^{er} MINISTRE DU VIETNAM A PARIS

Pham Van Dong, premier ministre du Vietnam est en visite aujourd'hui à Paris. Il était négociateur à Fontainebleau en 1946 avant la guerre coloniale. Il se présente aujourd'hui comme représentant du Vietnam libre, qui a remporté la victoire dans deux guerres contre l'impérialisme français et l'impérialisme US. Pendant des années, l'impérialisme français s'est obstiné à développer des rela-

tions économiques avec les fascistes de Saïgon, en particulier en obtenant des concessions pétrolières. Aujourd'hui, le Vietnam libre, maître de ses ressources, ne reconnaît pas ces conces-

sions et l'impérialisme français doit négocier à des conditions qualifiées de «très dures».

(LIRE EN P.8)



GRÈVE DES ÉBOUEURS

Chirac fait appel à l'armée

On avait déjà eu l'occasion de voir de quelle manière Chirac entendait diriger le conseil de Paris : par la force. Confronté aujourd'hui à la première lutte des travailleurs qui dépendent de la mairie de Paris, il emploie là aussi les méthodes qui sont les siennes : refus de négocier, si ce n'est pour accorder des miettes, et interventions de l'armée dès ce matin. Face aux éboueurs parisiens, la droite musclée montre son vrai visage : celui de la répression, celui de l'agression.

LIRE NOTRE ARTICLE EN PAGE 2

ATTENTAT CONTRE LES PATRIOTES CAMBODGIENS ET VIETNAMIENS

*La France terre d'asile...
pour les fascistes*

Dimanche, un attentat a causé de graves dommages au local des patriotes du Cambodge à Gentilly tandis qu'un commando fasciste attaquait les étudiants vietnamiens à la Cité Internationale. C'est ainsi que Giscard conçoit la «France, terre d'asile» : tandis que les patriotes sont privés d'expression politique, les fascistes peuvent agir, que ce soient les sionistes, les tueurs de la Savak ou les tortionnaires de Thieu et de Lon Nol.

VOIR NOS INFORMATIONS EN PAGE 8

● La coordination
des luttes sur Thionville

● Congrès CFDT (Construction-Bois)
Lorraine

Nous ne serons pas
les laissés-pour-compte
d'un gouvernement
de gauche

(LIRE NOS
ARTICLES EN P. 4 ET 5)

Le plan Barre-Bis

**UN PLAN
PRÉ-ÉLECTORAL**

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P.3)

LE VIETNAM NOUVEAU 2 ans après la victoire

LIRE EN PAGES 8 ET 9 LA SUITE DE L'INTERVIEW DE ROGER PIC

POLITIQUE

Éboueurs : Chirac respecte le plan Barre

Le patron de Paris refuse plus de 40 cts par jour d'augmentation aux éboueurs de la ville de Paris en grève depuis jeudi.

Sur les trottoirs les sacs en plastique distribués par la mairie de Paris s'amoncellent, les poubelles dégorgent des 3000 tonnes de détritus que chaque jour les 4 500 éboueurs enlevaient tôt le matin.

En grève à 80 % les éboueurs réclament que la prime matinale soit portée à 150 F au lieu de 78 F aujourd'hui. Les grévistes demandent en outre une prime uniforme pour tous de 100 F, la refonte de leur grille de salaire, la semaine de cinq jours et une augmentation des effectifs.

Les travailleurs immigrés nombreux parmi les éboueurs revendiquent l'égalité des droits avec les autres travailleurs. Le deuxième adjoint de Chirac Jean Tibéri a l'impudence de proposer l'aumône de 12 F par mois soit 40 centimes par jour.

Réuni en assemblée générale les éboueurs préparent la réponse à faire à Chirac au moment où celui-ci va faire certainement intervenir l'armée pour briser la grève.

Affaire de Broglie : deux avocats mis en cause

Deux nouveaux avocats ont été mis en cause dans l'affaire de Broglie. Il y avait déjà eu M^e Baumier inculpé de complicité et de subornation de témoins. Cette fois, le docteur Nelly Azerad a mis en cause M^e Vidron et M^e Errien, défenseur du policier véreux Simoné.

Au cours de la 4^e confrontation entre Beaumier, Azerad, et le journaliste Tillier, Azerad a affirmé que Tillier avait eu communication de tout le dossier d'instruction par Errien. Une perquisition a été effectuée chez l'autre avocat, Vidron.

La crise s'aggrave au PSU

La direction nationale du PSU, réunie ce week-end, a adopté une motion condamnant le «courant B», hostile au ralliement du PSU à l'union de la gauche. Cette motion précise que les partisans du courant B «se mettent volontairement hors du parti». Du coup, 15 membres de la direction nationale ont quitté la séance. Une réunion du courant B est prévu les 7 et 8 mai pour déterminer l'attitude à suivre.

Du côté de la majorité, on envisage le reclassement

Réuni dimanche, le conseil national de Génération Sociale et Libérale s'est prononcé en faveur d'un grand parti giscardien, qui dépasse le cadre des Républicains Indépendants actuels. Les Clubs Perspectives et Réalités ont l'intention quant à eux de proposer aux autres formations de la majorité un programme commun, et ce, sans passer par le canal habituel des RI. Enfin, Edgar Faure, qui avait assisté à la fondation du RPR en décembre, qui avait participé aux journées parlementaires de ce même parti, vient d'annoncer qu'il prenait la direction de la fédération du Doubs... du parti radical. Faure est trop bon politicien pour ne pas avoir une idée derrière la tête. Peut-être l'approche de 78 et la victoire de la gauche. Le parti radical ne serait-il pas une bonne transition vers les radicaux de gauche ?

30 mois de détention préventive

Deux avocats, Henri Leclerc et Marie-Christine Etelin ont déposé une demande de mise en liberté provisoire des militants du GARI incarcérés depuis le 20 septembre 1974, à la suite de plusieurs attentats commis dans le Sud-Ouest.

La Cour de Sécurité de l'Etat devant laquelle avaient été déférés Michel Camilleri, Jean-Marc Rouillon et Mario-Inès Torres s'est déclarée incompétente, mais les prévenus ont été maintenus en prison alors qu'une nouvelle information était ouverte.

C'est fait

Il n'était pas très pressé de dire oui quand on lui a proposé d'être secrétaire général des Républicains Indépendants, et pour cela d'abandonner son poste de secrétaire d'Etat. Finalement, après avoir été reçu par Giscard, Jean-Pierre Soisson a quand même dit oui. A-t-il obtenu les garanties qu'il demandait quant à sa liberté d'action à ce poste, ou bien tout simplement Giscard ne lui a-t-il pas laissé de choix ?

CHIRAC ENVOIE L'ARMÉE POUR BRISER LA GREVE DES EBOUEURS

SÉANCE DU CONSEIL DE PARIS

A la séance d'hier du Conseil de Paris figurait à l'ordre du jour la grève du service de nettoyage. Interpellé mollement à ce propos par un conseiller socialiste, demandant l'ouverture des négociations, Chirac laisse à Tibéri le soin de répondre. Chirac est intervenu personnellement auprès du premier ministre pour qu'il accepte exceptionnellement le relèvement de la prime de contrainte matinale de 15 % (6 % pour 76 et 9 % pour 77 !). Il faut rappeler que cette décision prend son importance quand on sait que le plan Barre prévoyait de bloquer toute augmentation de prime ! Nombreux applaudissements saluant ce grand exploit de Chirac !

Mais Chirac annonça que tout était prêt pour «la mise en place de services de remplacement dès ce soir»

et, précisant sa pensée, que l'armée ramassera dès mardi matin les poubelles à la place des grévistes ! La «gauche» ne s'en émeut pas trop, déplorant seulement le fait que cette intervention de l'armée était contradictoire avec l'image d'une armée républicaine neutre et apolitique qui nie son rôle de maintien de l'ordre bourgeois. Mais c'est en ne répondant pas à Chirac quand celui-ci demanda ce que proposaient de mieux les conseillers de l'opposition, que ceux-ci démontrèrent qu'au pouvoir ils utiliseraient également les mêmes moyens.

Sarre, d'ailleurs, changea de sujet en demandant à Chirac les mesures relatives à la propreté de Paris : ça n'avait rien à voir mais ça permettait comme l'a dit Chirac de détendre un peu le conseil.

Dès son entrée à l'Hotel de Ville, le visiteur est sommé fermement de ne pas manifester sa présence, sous peine d'être expulsé. On le fait pénétrer dans une petite loge feutrée dominant l'hémicycle luxueux où de nombreux acteurs s'agitent. Un, particulièrement, attire l'œil : juché sur un bureau de bois massif, il domine largement la salle : c'est Chirac, mettant et retirant sans cesse ses grosses lunettes d'écaillage.

L'ambiance est bonne aujourd'hui : on parle justement de la lutte des travailleurs du nettoyage. On s'interpelle,

on rigole, on parle tous à la fois, laissant tout de même au maître, le dernier mot. Beaucoup de bruit, d'agitation mais pas grand chose sur les revendications des travailleurs à part qu'on va envoyer le contingent ramasser les poubelles à leur place. La «gauche» réagit mollement, précisant qu'il vaudrait mieux négocier, que ça salit l'image d'une armée neutre, apolitique. Mais on passe au point suivant et le spectacle continu : invectives, rires, bavardages, le tout dominé par l'autorité magnanime de Chirac, dont toutes les décisions sont adoptées, ou plutôt approuvées.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

A Grenoble

MANIFESTATION CONTRE L'ATTENTAT FASCISTE

Après l'attentat fasciste contre la Bourse du Travail de Grenoble, les travailleurs se sont relayés pour monter la garde devant le bâtiment et pour assurer le transfert des documents et du matériel non détruit dans les anciens locaux. Une manifestation appelée par tous les syndicats avait lieu hier, à 18 h. Une première estimation fait état de 500 millions d'anciens francs de dégâts, soit le tiers de ce qu'a coûté la construction initiale.

On se demande s'il sera possible de réparer le bâtiment ou s'il ne faudra pas le raser, ce qui triplerait le montant des dégâts.

L'attentat a été revendiqué par un Front d'Action fasciste, groupe totalement inconnu. L'attentat ne peut être que l'œuvre de spécialistes des explosifs.



En bref... En bref...

Méto Matra à Lille

La firme Matra a remporté l'appel d'offres lancé par l'établissement public d'aménagement de Lille pour la construction d'un système de transport en commun. Le PDG de Matra, Lagardère a signé avec le socialiste Notebart président de la communauté urbaine de Lille, un contrat pour la livraison de trente-huit voitures VAL (Véhicule Automatique Léger).

Il s'agit d'un nouveau mode de transport complètement automatisé comportant des cabines pouvant transporter à 35 km/h arrêts compris, 208 personnes.

Plusieurs associations sont opposées à ce système de transport souterrain et ont déposé un recours devant le tribunal administratif.

Bière et café : 10 centimes d'augmentation

Le petit noir vient à nouveau d'augmenter, ainsi que la bière. Il faudra désormais les payer 10 centimes plus chers dans les bars. Augmentent également les réparations autos et les tarifs des ambulances de 4%

2 000 manifestants anti-nucléaires à Chalon-sur-Saône

2 000 manifestants et une quarantaine de tracteurs ont défilé samedi après-midi dans les rues de Chalon-sur-Saône contre l'implantation d'une centrale nucléaire et d'une usine de retraitement dans la vallée de la Saône, projet baptisé «Saône 2 000».

Le plan Barre-bis

UN PLAN PRE-ELECTORAL

● Vagues mesures sociales

Les vieux, les familles, les jeunes : tels sont les points sur lesquels doivent porter les mesures pré-électorales que Barre présentera demain au Parlement. C'est d'ailleurs les orientations que Giscard lui-même lui avait tracées le 28 mars, au

moment de la formation de son nouveau gouvernement. C'est une espèce de ritournelle. Chaque fois qu'il s'agit, pour un gouvernement qui organise une exploitation accrue, de faire du «social», ce sont toujours les terrains qui sont choisis.

Donc, Barre va prendre des mesures en faveur des vieux : le «minimum vieillesse» pourrait passer de 9 000 à 10 000 francs par an plus tôt que prévu : cette augmentation devait attendre, en principe, la fin de l'année. Pour le reste, peut-être simplifiera-t-on un peu les formalités nécessaires pour toucher les retraites. Il est possible, aussi qu'elles soient versées tous les mois au lieu de l'être tous les trimestres. Enfin, des programmes, tels que les aides-ménagères, restaurants-clubs, universités de troisième âge, pourraient recevoir un petit développement. Tout compte fait, il restera cette misère des vieux travailleurs : qui, aujourd'hui, peut vivre décemment avec 750 ou 800 francs par mois, alors que le SMIC, deux fois plus élevé, n'y suffit même pas ?

En ce qui concerne les familles, les prestations pourraient progresser un peu plus que l'indice officiel des prix. Certainement pas de quoi rattraper les retards considérables pris, depuis des années, par rapport à la hausse réelle du coût de la vie.

Il reste les mesures concernant l'emploi des jeunes.

Naturellement, c'est les entreprises qu'on va encourager à embaucher, en leur consentant des avantages : pour tout emploi créé pour un jeune de moins de vingt-cinq ans, le patron pourrait être exonéré des charges sociales pendant un an. On augmenterait les primes à la création d'emplois. Les jeunes eux-mêmes se verraient attribuer des «primes de mobilité» à l'exemple de l'Allemagne - où cela n'empêche pas le chômage de

sévir. Enfin, la question de l'âge à partir duquel il est possible de mettre les travailleurs en pré-retraite : la sidérurgie pourrait, dans ce domaine, servir d'exemple.

Mais justement, la situation dans cette branche démontre une chose : le chômage, aujourd'hui, est directement lié à la crise économique qui secoue le monde capitaliste, d'une part et, d'autre part, à l'orientation économique choisie par la bourgeoisie avec le plan Barre. Le double objectif poursuivi par le premier ministre est la «réduction des coûts» des entreprises, par le blocage des salaires, et l'«assainissement économique», par l'élimination des entreprises les moins rentables. Il s'agit de maintenir une situation où, tout en conservant sensiblement le même niveau de production,

le patronat élève la productivité, en faisant baisser le nombre d'emplois.

Ce n'est pas les quelques emplacements sur une jambe de bois, qui sentent fort le déjà vu, et que Barre présentera aujourd'hui, qui changeront quelque chose à cette orientation fondamentale. D'ailleurs on se demande si, par la même occasion, le gouvernement n'en viendra pas à retenir la proposition de l'association «entreprise et progrès» : il s'agirait de créer des bourses pour encourager les immigrés à rentrer chez eux et les jeunes français à s'expatrier pour trouver un travail. Belle manière de dégager des emplois dans notre pays, que d'en chasser les travailleurs ! Faut-il, là encore, rappeler qu'en Allemagne, les mêmes mesures n'ont pas empêché la montée du chômage ?

Le plan Barre de septembre 76, plan dit d'assainissement, chacun le voit aujourd'hui, c'est un plan de chômage. Son application à la sidérurgie comme bientôt aux engrais, à la machine-outil ou à la construction navale signifie restructuration, aides financières de l'Etat et licenciements. Le chômage atteint en mars des sommets jamais vus, alors que l'inflation, présente en septembre dernier comme l'objectif numéro 1 du gouvernement recommande à manifester ses effets.

Les mesures que Barre va annoncer cet après-midi ne constituent pas le véritable «plan Barre bis» dont tout le monde parle. En fait ce «plan Bis» ce sont toutes les mesures dites «structurelles» qui visent à assurer le retour de la compétitivité de l'impérialisme français sur les marchés étrangers. Elles sont, nous venons de le dire, le prolongement direct des mesures de septembre.

Le «plan» d'aujourd'hui est bien plutôt un plan d'accompagnement, tentant d'atténuer dans la mesure du possible - et la marge de manœuvre est étroite - les conséquences les plus explosives de la politique d'assainissement : le chômage. Et à vrai dire, il ne s'agit pas d'un plan, mais d'un catalogue de mesures hétéroclites.

D'un côté une politique conduisant au développement massif du chômage ; de l'autre, des mesures visant à masquer ce développement, voilà la logique gouvernementale. En dispensant les entreprises employant des jeunes, du paiement des charges sociales, le gouvernement va accorder des aides substantielles au patronat. Qui va payer ? Si un emprunt de 7 milliards environ est confirmé, cela revient à faire payer - plus tard - les contribuables (sois des remboursements de l'emprunt). Ainsi le chômage devient une bonne affaire pour le patronat : il rapporte l'aide financière de l'Etat.

Poursuivre la politique de blocage des salaires et de restructuration tout en tentant de limiter à un an des législatives, la montée de la colère populaire, telle est le sens du plan d'accompagnement de Barre. Il prouve que la politique de la bourgeoisie se heurte à une résistance sans cesse accrue des travailleurs.

Pour sauver la majorité

GUICHARD PART EN CROISADE CONTRE LA BUREAUCRATIE

Le problème qui se pose à la majorité aujourd'hui est simple : comment renverser la tendance, et être en mesure de gagner les élections législatives ? Plusieurs réponses sont apportées ces jours-ci, réponses bien peu complémentaires, quand elles ne sont pas contradictoires. Il y a d'abord la solution de Barre, celle du «programme en douze missions», que nous examinons par ailleurs. Il y a la solution préconisée par Debré et quelques autres : membres du RPR, celle d'un gouvernement de «salut public», dirigeant les affaires avec fermeté et créant un «choc psychologique» chez les français. Il y a la solution de la proportionnelle qui, à défaut de transformer la situation, aurait du moins le mérite de faciliter l'élection d'un nombre plus grand - ou moins petit - de députés des partis de la majorité actuelle, ... et il y a maintenant la solution Guichard.

poursuivie et qu'elle peut réussir avec nos méthodes et notre majorité, il sera crédible. Mais quand nous appellerons les électeurs à refuser la société bureaucratique, le dirigisme universel ; serons-nous crédibles ? j'en suis moins sûr. Voilà les deux grands maux qui pèsent sur la France, selon Guichard : les difficultés économiques, et le bureaucratisme, le fameux «mal français». C'est pour lutter contre ce «mal» que Guichard se montre partisan de l'élaboration d'une charte de cinq ans, à proposer aux français et qui ferait en sorte contre poids au programme commun. Premier jalon de cette charte, nous y voilà, la réforme des collectivités locales... proposée par ce même Guichard, et tombée aux oubliettes depuis. Cette réforme donne une certaine

autonomie aux communes, tout en regroupant les petites communes en districts urbains ou en agglomérations.

Guichard ne représente pas que lui-même. Il veut voir loin, mais il réduit ces vastes propositions au champs clos des querelles de clans de la droite, et en premier lieu la question de savoir si oui ou non Giscard se décidera à appliquer la réforme des collectivités locales. Et comme pour mieux faire sentir cette nécessité à Giscard, le RPR organisera en septembre un «congrès des maires de France» dont le but sera de revenir sur les conditions de cette réforme. Les idées fusent dans la «majorité» pour s'en sortir, mais inévitablement elles aboutissent à la querelle des partis de droite...

L'affaire Manufrance à St Etienne

Parmi les arguments fournis par Guichard en faveur de sa réforme des collectivités locales, il en est un qui dit que cette réforme mettrait la gauche au pied du mur en lui donnant plus d'autonomie dans les municipalités.

L'exemple de Saint Etienne montre bien les problèmes auxquels se heurtent les municipalités de gauche.

Le maire de St Etienne, aujourd'hui Sanguedolce, PCF, est le principal actionnaire de Manufrance, et Manufrance est en difficulté. Le PDG de l'entreprise a proposé des licenciements, Sanguedolce les a refusés, la BNP a proposé de vendre les terrains du centre ville, Sanguedolce a refusé, et finalement la crise est ouverte à Manufrance, le PDG a démissionné. Le maire PCF, de St Etienne se retrouve avec une «restructuration» d'entreprise sur les bras. Affaire à suivre...

Une solution qui est en fait un pot pourri des précédentes, l'exception de la proportionnelle, qui aux yeux de l'ancien ministre d'Etat «est le scrutin des cavaliers seuls» et qui donc «organiserait la désunion». L'innovation de Guichard réside dans le fait qu'il va plus loin que Giscard dans le mélange des solutions proposées par Barre et par Peyrefitte.

«Quand Barre viendra dire aux électeurs que la lutte contre l'inflation doit être

Séminaire des socialistes français et des socialistes suédois

QUAND MITTERRAND RÊVE DU SOCIALISME À LA SUÉDOISE

Pendant deux jours, socialistes français et socialistes suédois ont échangé leurs expériences, dans le cadre d'un séminaire jugé «fructueux» par les deux parties. Cette rencontre ne manquait pas d'intérêt entre Palme, ancien premier ministre suédois, récemment battu aux élections, et Mitterrand, dont le parti fait figure de favori aux prochaines élections. La conférence de presse qui a suivi donnait le ton de cette rencontre, Mitterrand déclarant que «si le socialisme français pouvait se flatter de réaliser autant de choses sur le plan social et en matière de justice fiscale que les sociaux démocrates suédois, ce serait une grande réussite».



Olof Palme déguisé en travailleur : le capitalisme déguisé en socialisme.

Au delà des divergences, qui portent sur les nationalisations, ou plutôt sur la manière dont un gouvernement de gauche doit contrôler l'économie, et sur l'alliance avec le PCF (bien que Palme ait jugé cette alliance positive en France), il apparaît donc qu'il y a convergence quant au fond, c'est-à-dire sur le type de société à construire. Outre la collaboration de classe, dont 40 ans de «socialisme à la suédoise» ont fait un modèle du genre, outre les lourds rouages bureaucratiques qui pèsent sur les Suédois, outre la puissance répressive de la direction du syndicat social démocrate LO contre les «grèves sauvages» qui se mènent ici ou là, les

chiffres économiques de la Suède font en eux-mêmes le bilan de ce «socialisme» là : inflation de 10 %, commerce extérieur déficitaire de 13 milliards de francs, dévaluations décidées par le nouveau gouvernement à la suite des difficultés monétaires, etc... Ce n'est d'ailleurs

pas par hasard si même la droite française se réclame de l'exemple suédois.

L'insistance que met Mitterrand à étudier ce socialisme là, comme en témoignent les contacts ultérieurs prévus, augure bien des projets mitterrandistes.

Solidarité

31 000 Suisses vivent en France, et 62 000 ont la double nationalité. Regroupés au sein de l'Union des Suisses de France, ils ont tenu leur congrès ce week-end à Chamonix. A l'ordre du jour, la situation politique en France. A ce sujet, un fonds de solidarité a été créé. Il permettra d'indemniser les Suisses «en cas de catastrophe ou de changement politique», c'est-à-dire en cas de nationalisations.

LUTTES OUVRIERES

1^{er} congrès CFDT Construction Bois - Lorraine

"NOUS NE SERONS PAS LES LAISSÉS-POUR-COMPTÉ D'UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE"

Samedi et dimanche, s'est tenu à Thionville le premier congrès construction-bois de Lorraine. Des débats de ce congrès, les résolutions aussi bien que les mesures d'organisation sont des acquis importants pour une pratique syndicale démocratique, de lutte de classes : c'est ce que montre la résolution générale (dont nous publions un extrait important).

Pour les congressistes, l'enjeu de cette pratique syndicale, c'est aujourd'hui la construction d'une riposte au plan Barre, pour une issue à la crise du capitalisme qui soit favorable à la classe ouvrière.

C'est la volonté affirmée résolument par la motion de soutien aux travailleurs de la SILF à Hayange, qui occupent leur chantier depuis plus de 4 semaines contre les plans de Sollac-Sacilor.

Concentration, liquidation d'entreprises, licenciements se multiplient. Aujourd'hui : 8000 travailleurs de ce secteur sont touchés en Lorraine. Et le plan de restructuration de la sidérurgie en menace des milliers d'autres, en particulier en Moselle.

Comme le montre la résolution, de nombreuses luttes se sont déroulées dans notre région, dans des conditions d'autant plus difficiles, que

les chantiers sont dispersés, que les usines ont souvent de faibles effectifs.

S'ORGANISER POUR MENER DES LUTTES COORDONNÉES

C'était les soucis des responsables de la fédération régionale qui ont proposé une «décentralisation» en syndicats à «taille humaine», pour surmonter l'isolement, pour permettre à de nou-

veaux militants de prendre leur responsabilité.

C'est dans ce sens que le congrès a décidé d'avancer, pour coordonner les luttes, pour construire cette riposte au plan Barre.

Mais à un an de 78, cette échéance était forcément présente dans les débats du congrès.

«NOUS NE SERONS PAS LES LAISSÉS-POUR-COMPTÉ D'UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE

Les travailleurs du Bâtiment, de la Construction, ont été les laissés pour compte du capitalisme - ils n'acceptent pas aujourd'hui, ils ne l'accepteront pas demain si la gauche est au pouvoir... «Les revendications des travailleurs, il n'est pas question de les modifier après 78» nous disait un délégué. Bureau de presse de Lorraine

Motion adoptée à l'unanimité

Les militants CFDT de la Construction et du Bois de Lorraine, réunis en leur 1^{er} congrès à Thionville, les 23 et 24 avril saluent la lutte des camarades de la Socométal et de la SILF en grève pour faire aboutir leurs revendications salariales, le droit à l'emploi et le droit de travailler et vivre au pays. Face au plan Barre qui permet au capitalisme de se

maintenir et de se sortir de la crise sur le dos des travailleurs, seule la lutte de masse et de classe organisée et globalisée permettra à la classe ouvrière de sortir vainqueur des enjeux politiques de la période.

Seule une classe ouvrière mobilisée permettra d'affronter les échéances politi-

ques de 78 et de l'après 78. La lutte des travailleurs de Socométal et de la SILF et celles d'hier et celles à venir, contribuent et contribueront à développer favorablement pour la classe ouvrière, l'affrontement inévitable avec la bourgeoisie. Les militants de la Construction et du Bois appellent à un soutien total aux travailleurs en lutte aujourd'hui.

Extrait de la résolution générale

... Dans la présente situation, les luttes se développent pour le maintien de l'emploi. Les conflits tels que Meubles de Style, Style Meunier, Permali, Peduzzi... font tâche d'huile et s'accroissent. Si les conflits sur de multiples revendications prennent d'abord corps au niveau de l'entreprise, l'expérience démontre en particulier sur des problèmes tels que l'emploi, qu'au lieu de s'opposer, ils se complètent avec des actions globalisées. Les actions généralisées doivent permettre

un soutien aux luttes en cours et donner aux travailleurs une nouvelle impulsion.

LE COMITE DE GREVE

Lorsqu'un conflit se développe dans l'entreprise et que plusieurs organisations syndicales sont en présence, un comité de grève inter-syndical doit être en moyen efficace pour une meilleure unité d'action. La participation au comité de grève peut être analysée avec le syndicat local en fonction de

l'implantation et du rapport de force afin que les travailleurs puissent s'exprimer pleinement sur le conflit. L'assemblée générale fréquente et régulière est un élément indispensable à une vraie démocratie. La conduite de l'action et la négociation reviennent à la seule section syndicale d'entreprise qui a, d'abord, sa propre stratégie, la soumet à l'assemblée générale et en refait l'analyse permanente en fonction des avis et des décisions émises par l'assemblée générale.

Schlumpf

Les travailleurs augmentent leur trésor de guerre

A l'usine de tissage Dufrenne à Roubaix qui fait partie du groupe Schlumpf, les travailleurs occupent l'usine depuis le 5 avril. Pour obtenir que la garantie des droits fondamentaux du travailleur de Dufrenne soit sauvegardée, les stocks de tissu, 103 pièces pour une valeur de 2 000 F chacune ont été confisquées. Le syndicat CFDT précise : «le syndicat textile CFDT de Roubaix-Tourcoing a pris la responsabilité de mettre à l'abri un certain nombre de pièces hors de portée de la COGEFI ou de toute autre administrateur, afin d'être assuré que tous les travailleurs soient garantis sur le plan financier et qu'ils ne soient pas préjudicés encore plus qu'ils ne le sont déjà du fait de leur licenciement».

- vivre et travailler au pays,
- 40 heures en 5 jours,
- et 5ème équipe à 33 h,

- retraite à 55 ans pour les postés.

Fos-sur-Mer qui est intervenue sur les parties d'Usinor-Thionville.



Fonderie Chéneseau (Orléans)

Au 12^e jour de grève : «TOUS ENSEMBLE NOUS VAINCRONS»

Ainsi se termine le dernier tract qui fait le point de la lutte, après l'entrevue du vendredi 22 avec la direction. Aux revendications, le patron répond par des brouilleries : -1,5% de hausse pour les salaires au lieu des 3% demandés, -prime semestrielle de 8,33% au lieu du 13^e mois intégral et de la prime de vacances ;

La direction précise aussi que pour toucher cette prime, il faudra être présent dans l'entreprise, au moment où celle-ci sera versée... soit les 3 jours ouvra-

bles avant le départ en congés de Noël, et ceci avec 3 mois de présence minimum !

Quand on sait que l'embauche se fait de plus en plus systématiquement sous forme de contrats de 2 mois, on voit que M. Chéneseau ne prend pas beaucoup de risques.

Depuis vendredi, le rapport de force a encore évolué en faveur des ouvriers, non seulement l'usine ne tourne plus depuis 12 jours, mais les fondeurs de Freteval sont partis eux aussi en lutte.

Pour la première fois, le patron voit ses deux usines en grève simultanément, et des ouvriers unis en face de lui, décidés à négocier ensemble, pour obtenir les mêmes revendications. C'est toute une politique rétrograde, d'un côté paternaliste, et de l'autre de division, qui s'écroule. Comme le déclaraient les travailleurs du piquet de grève ce matin : «On tient bon, notre dernière grève qui avait duré 8 jours, aujourd'hui, c'est le 12^e et ceux de Freteval sont avec nous, alors on continue !».

Correspondant Orléans

Journée d'action des secteurs publics et nationalisés jeudi prochain

MOBILISATION INÉGALE DANS LES DIFFÉRENTS SECTEURS

L'Etat patron, chaque travailleur de ce secteur le connaît bien. La dégradation des salaires, le manque d'effectifs, le plan Barre qui réduit le pouvoir d'achat et tous les maux que le système capitaliste traîne derrière lui. Un ras-le-bol général que tous les travailleurs ressentent et ne manquent pas de manifester.

Une journée d'action unitaire CGT-CFDT appelée à regrouper les plus forts contingents des secteurs public et nationalisé, est en préparation pour le jeudi 28 avril.

Dans les Banques, d'après des responsables syndicaux interrogés, le bilan des luttes autour de la BNP pèse lourd pour la mise en œuvre pratique de l'unité d'action sur le terrain. De son côté, la CFDT Banque à Paris ne participera pas à cette journée du 28 avril.

«Pas de participation centrale de notre part, mais nous laissons une entière liberté à nos sections syndicales de décider de leur participation» nous confiait un de ses responsables.

En revanche, on se réjouissait fort hier, rue Cadet, de l'unité retrouvée entre les fédérations CGT et CFDT de l'EDF-GDF.

L'unanimité dans la condamnation du plan Barre, entend répondre à la combativité maintes fois mani-

festée par les gaziers et les électriciens dans la rue depuis le début de l'année. La politique contractuelle à laquelle tente encore de se raccrocher Bergeron, est bel et bien faillie.

L'unité d'action se concrétise dès aujourd'hui par des formes d'action que les responsables CGT et CFDT veulent d'ampleur.

«Cette journée doit revêtir pour les gaziers et les électriciens une forme d'action jamais vue depuis 1969».

A la suite de cette journée les syndicats CGT-CFDT se rencontreront pour discuter des modalités et des formes à donner à la poursuite de l'action.

Dans les postes, les responsables syndicaux ne semblent pas si sûrs d'une mobilisation massive, le constat se traduit également au PLM, Chèques-Postaux et les Centraux. La raison profonde de ces tiraillements et de ces désaccords entre la masse des postiers et les directions syndicales sur ces journées d'action, se trouvent dans les limites imposées à la mobilisation. Car, demandent une nouvelle fois les postiers, après l'expression même massive du mécontentement, du ras-le-bol et de la volonté de lutte au cours d'une telle journée, «comment poursuivre et développer l'action contre l'Etat patron ?»

LUTTES OUVRIÈRES

Soloci-Solomi

A L'ORDRE DU JOUR : LA COORDINATION DES LUTTES SUR THIONVILLE

Les travailleurs de Soloci-Solomi continuent leur lutte. Après le succès de la journée «portes ouvertes», des initiatives mobilisatrices sont envisagées par les travailleurs. La question à l'ordre du jour est bien celle de la coordination des luttes sur Thionville. L'unité dans la lutte a donné

des résultats positifs avec des manifestations communes, notamment avec les sidérurgistes d'Usinor. De tout cela, nous avons discuté avec les travailleurs de Soloci-Solomi. L'un d'eux nous donne ici son point de vue sur la situation et les perspectives de lutte.

— *Quotidien du Peuple* : Peux-tu nous expliquer comment a commencé votre lutte ?

— Dès avril 76, on a ressenti un certain nombre de «difficultés» au niveau de la direction. Ainsi, les fournisseurs venaient de plus en plus réclamer leur argent, la ferraille rentrait de moins en moins pour la production, des retards existaient dans nos salaires, etc. D'autre part, au niveau du comité d'entreprise, on avait de moins en moins d'informations. Le 14 février, la direction a tenté d'imposer un système d'amende, mais on s'est mis en grève et ils ont dû revenir en arrière.

Pour nous, cela était louche. On sentait qu'ils voulaient liquider. Au comité d'entreprise, ils évitaient les questions précises. Le 11 mars, se doutant que les choses allaient se précipiter, nous avons appelé le personnel à une assemblée générale et l'occupation était décidée. On voulait maintenir sur place le maximum de matériel, et pouvoir se battre sur place. Car dans la rue, on ne pouvait plus rien faire. Quatre jours après, Evangelisti, le PDG, demandait la liquidation judiciaire !

— *QdP* : A partir de là, des syndicats administrateurs ont été nommés et la lutte a commencé.

— Les syndicats, tu sais comment on les appelait ici au début : les syndicats liquidateurs. Pour nous, c'était clair. Ce qu'il fallait, c'était remporter la victoire d'un emploi sur place : dans notre boîte et pour tous. Cela n'a



pas été facile. D'abord, les gars n'avaient pas tous le même niveau de conscience, beaucoup n'y croyaient pas ; bien sûr au départ, on était pas une équipe de militants mais il fallait que tous soient dans le coup. Il a été décidé de tenir une assemblée générale de travailleurs tous les jours, un comité d'action a été élu en AG, qui lui, se réunit tous les jours pour répercuter l'information au niveau de l'assemblée générale. Puis nous ne sommes pas restés inactifs ; des affiches, des tracts des manifestations ont été faits ; petit à petit, tout le monde s'est mis dans le coup, suite aux discussions, et aussi pour voir comment on opérerait. La démocratie dans la lutte, c'est important ; au début, il y avait nous qui propositions, puis l'assemblée générale qui entérinait. La dictature patronale ne forme pas les gars à discuter ! Mainte-

nant, c'est plus vivant. La vigilance est plus générale. On avait aussi un problème : c'est que nous étions assez isolés, vu que les ateliers sont quand même en pleine campagne, à plus de 10 km de Thionville. Mais nous aussi, on a réussi à se faire connaître plus largement maintenant. On a eu le soutien d'autres travailleurs : ainsi les «Sotracomet» ont apporté leur expérience. Un comité de soutien a été créé à Fameck, etc.

— *QdP* : Vous avez obtenu, au début du mois, une première victoire.

— Oui, un accord a été signé pour une reprise minimum de trois mois, et nous avons été payés. Mais dès la reprise, il y a eu un frein du côté des syndicats, qui ont fait retarder le plus possible les commandes de matières ; c'était facile, c'était eux qui devaient les signer ! Ensuite, on a vu les sociétés comme Air Industrie, les HBL, Ferma à Metz, qui ont retiré leurs commandes. On voulait nous couler : «Pas de Sotracomet dans la région» disait le patronat. Nous, on a répondu du tac au tac : opération «coup de poing» à la préfecture, chez Evangelisti, manifestation, etc. On s'aperçoit maintenant, qu'ils deviennent beaucoup plus «compréhensifs» ; ils voulaient faire passer l'affaire. Mais nous, on veut une reprise complète et définitive de tous.

— *QdP* : Comment vois-tu évoluer la situation ?

— Nous avons su, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, construire, consolider un bon rapport de force. D'au-

tre part, l'exemple de notre lutte fait bouler de neige et un certain nombre de boîtes, pour lutter contre les licenciements occupent actuellement. Nous nous efforçons de rentrer en contact avec eux. Ainsi, nous avons pris contact avec les 400 de Fillod, et nous mettons en place cette coordination. On s'est aperçu que le fait de décider l'action commune, de se regrouper, permettait d'amplifier notre mouvement, car isolés on s'entretient. Surtout actuellement, où l'on sent qu'ils ne lâchent pas comme ça. Avec le problème de la sidérurgie, nous posons le problème de la transformation des métaux, qui va prendre de l'ampleur. Le fait de mettre en place cette coordination, j'espère, servira d'exemple. En étant unis, on est plus fort. On veut aussi démontrer qu'il n'y a qu'une seule solution, que d'ailleurs tout le monde le comprend de plus en plus : c'est par l'occupation des entreprises, des locaux, et par le blocage de la production, qu'on parviendra à faire céder le patronat. Et cela est valable pour tous les sidérurgistes. Actuellement, on le voit bien en Lorraine, qui connaît un durcissement des luttes ; il nous faut franchir un cran. Par notre expérience, on a découvert beaucoup de choses : l'importance de l'occupation, de la démocratie, des discussions, de l'initiative, de la réponse du tac au tac, de l'unité et de la popularisation autour des luttes, par des comités de soutien par exemple, et de la coordination de celles-ci. En cas de victoire à Koenigsacker, nous saurons la faire connaître aux autres travailleurs.

Dubigeon-Nantes

2 500 LICENCIEMENTS ? LA MENACE SE PRÉCISE

Il y a deux semaines, un navire transporteur d'acides a été lancé des chantiers Dubigeon à Nantes. Sûrement un des derniers bateaux à sortir des chantiers de Dubigeon.

Les seules commandes restant aujourd'hui sont deux autres transporteurs d'acides et sous-marins, l'un pour 78, l'autre pour 79. Et encore ! Les 2 transporteurs d'acides ne sont toujours pas financés par les banques.

Un espoir, le car-ferry «corse» commandé, mais dont l'attribution à un chantier est toujours bloqué au niveau gouvernemental.

Depuis juillet 73, la direction annonce qu'elle va devoir licencier 600 travailleurs. C'est bien plus en fait qu'elle a licencié : les intérimaires, il y a 2 ans étaient plus de 1 500. Aujourd'hui il n'en reste plus qu'une centaine qui occupent les postes les plus pénibles (de tuyautage).

À partir de la semaine dernière, pour les 600 mensuels des bureaux, c'est un jour par semaine qui est chômé sans compensation de salaire.

Et la direction a prévenu que le comité d'entreprise d'hier 25 avril se verrait annoncé des décisions plus graves ! Pour de nombreux travailleurs, il est clair que la direction annoncera des licenciements ou des réductions d'horaires. Déjà aujourd'hui, une partie du personnel des bureaux a été mutée aux chantiers de St Nazaire ; aujourd'hui c'est une pratique de plus en plus courante que d'annoncer à un employé le vendredi soir, que le lundi il travaillera dans une autre entreprise, prêtée par Dubigeon comme une simple machine... Sur tout le chantier, les chefs se font de plus en plus pointilleux, excitent les gars jusqu'à ce qu'ils prennent leur compte. De nombreux travailleurs sont déjà partis de cette manière.

DUBIGEON PREMIER CHANTIER TOUCHÉ PAR LA CRISE DE LA CONSTRUCTION NAVALE

En fait les difficultés de Dubigeon-Normandie ne surprennent personne à Nantes : elles étaient déjà inscrites dans les différents plans de restructuration de la construction navale en France ; il y a aujourd'hui, 5 grands chantiers navals :

- les chantiers de l'Atlantique à St Nazaire ;
- les chantiers de Dunkerque ;
- les chantiers de la Seyne ;
- Dubigeon-Normandie à Nantes
- et ceux de La Rochelle

De l'ensemble de ces chantiers, Nantes et La Rochelle sont ceux qui ont le moins d'atouts : Dubigeon à Nantes est implanté dans le centre-ville, et ne peut plus

s'agrandir. En plus, c'est seul chantier qui n'est pas situé sur la mer, mais sur un fleuve, ce qui limite les possibilités de lancement de gros navires.

De plus, les méthodes de travail à Nantes sont archaïques. Pour tous ceux qui ont travaillé à St Nazaire ; ils sont venus à Nantes ; la différence est frappante : dernièrement, pour grimper une cheminée sur un navire il a fallu tout un assemblage de palans et de chaînes au mépris des règles de sécurité ! En 76 déjà, Savary, directeur à Dubigeon avait, dans un rapport, clairement indiqué que l'avenir des chantiers de Nantes était très sombre.

FACE A TOUTES CES MENACES LES TRAVAILLEURS SE MOBILISENT

Déjà plusieurs actions ont eu lieu dans Nantes pour populariser :

- avec des travailleurs de la Nantaise de Fonderie (entreprise durement touchée par la crise), les «Dubigeon» ont bloqué un pont de Nantes
- hors de la foire commerciale, à Nantes, c'est à plusieurs centaines qu'ils sont allés manifester devant le préfet et les patrons nantais.
- la semaine dernière, à plus de 500, ils ont occupé la chambre de commerce.

Mais ces actions «extraordinaires», à l'initiative surtout de la CFDT, sont jugées bien trop faibles par beaucoup de travailleurs. Pour eux, ce qu'il faudrait, c'est occuper immédiatement la boîte pour bien montrer au patron, qu'il n'est pas question de se laisser faire. La semaine dernière, au cours d'une assemblée de militants de la CGT, une écrasante majorité se déterminait pour une occupation immédiate : sur 274 votants, 204 votaient l'occupation. L'occupation, c'est bien la question au centre des discussions : des actions d'éclat en ville, ne gênent pas beaucoup, en fait, le patron. Par contre, il est clair que bloquer les navires en construction, occuper les chantiers, sont des atouts énormes dans les mains des travailleurs.

Correspondant Nantes

Klaxon (Evreux) : extension des heures de délégation ! salaire minimum à 2 040 F

L'entreprise Klaxon, située à Evreux, est actuellement en grève illimitée. La totalité des travailleurs, au nombre de 1 000, ont arrêté tout travail. Le cahier de revendications déposé est important. Qu'on en juge :

- réduction de l'horaire hebdomadaire de travail à 40 heures
- le 13^e mois
- le salaire minimum à 2 040 F
- la suppression du salaire au rendement
- le transport garanti et gratuit pour les travailleurs qui n'habitent pas à Evreux.

Enfin, et cela s'il en était besoin, prouve le caractère offensif de cette lutte, les ouvriers réclament l'extension de certains droits syndicaux, (augmentation des heures de délégation pour les élus du personnel), quelques semaines après la création d'une section syndicale CGT.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

PROCES DE PUK POLLUEUR DU RHÔNE

P.U.K., le pollueur du Rhône comparait hier devant la 5ème chambre du tribunal de grande instance de Lyon pour l'empoisonnement du Rhône. Le 10 juillet 1976, l'usine PUK de Pierre Bénite près de Lyon déversait vingt tonnes d'acroléine dans le fleuve. On devait retirer du Rhône 367 tonnes de poissons morts empoisonnés.

P.U.K. ne peut pas nier, il plaide coupable, mais va essayer d'atténuer sa responsabilité en plaçant l'erreur d'un manoeuvre qui se serait trompé de wagon. Une autre affaire de pollution dans laquelle est impliqué P.U.K. est jugée en même temps, elle remonte à septembre 1972:

L'«Association pour la défense de la nature et la lutte contre les pollutions du Rhône» et quinze communes dont celle de Pierre Bénite se sont portées partie civile contre P.U.K.

Le palmarès de l'usine P.U.K. de Pierre-Bénite au point de vue pollution est éloquent :

- explosion d'acroléine le 19 décembre 1976,
- nuage toxique d'acide fluorhydrique le 19 mars 1977.

Sans compter les vapeurs toxiques permanentes qui empoisonnent l'atmosphère environnante.

Attentats en Corse : les autonomistes visés

Après l'attentat contre le village de vacances du Club Méditerranée en Corse, à Cargèse qui a provoqué d'importants dégâts, le PDG du Club Méditerranée, Trigano a décidé de fermer son village vacances.

Un autre attentat à Cargèse a provoqué d'importants dégâts. Il visait le bar «Marbœuf», établissement très fréquenté par les autonomistes. Ce n'est pas le premier attentat contre des lieux fréquentés par des autonomistes. Il y a quelques jours, un rassemblement d'organisation anti-autonomistes s'était constitué, menaçant les autonomistes de représailles.

D'autres attentats ont également été commis ce week-end : à Ajaccio, une charge d'explosif a détruit l'appartement d'un policier en retraite ; à Propriano un pain de plastic a endommagé l'hôtel le «Miramar».

Concorde : nouveau délai

Une nouvelle fois l'autorité portuaire de New-York a repoussé la date à laquelle elle devait se prononcer sur la période d'essais de Concorde.

Alors la décision devait être prise le 12 mai, les autorités de l'aéroport de New-York ont reporté au 16 mai la réunion au cours de laquelle ils entendent les riverains de l'aéroport. Dans le meilleur des cas, l'autorité portuaire ne se prononcera pas avant le mois de juin. Un nouveau délai qui ressemble fort un camouflet pour Concorde.

(Hautes-Pyrénées)

Manifestation contre l'installation d'une station de ski à Saint Lary

St Lary dans les Pyrénées ville-étape traditionnelle du tour de France de cyclisme, 880 habitants est le fief de M. Mir, le maire, principal employeur du village et des environs, père d'Isabelle Mir la championne de ski. 200 écologistes pyrénéens ont manifesté contre le projet de construction d'une station de ski, une seconde, la première, ne suffisant pas. La construction de cette station entraînerait la dégradation du massif de Néouville proche du parc national des Pyrénées. La construction de cette station aurait de graves répercussions sur l'équilibre de cette région déjà très touchée par la multiplication de stations de skis.

Depuis le Torrey-Canyon

DES MILLIERS DE TONNES DE PETROLE A LA MER

Depuis la tristement célèbre catastrophe du Torrey-Canyon, plusieurs navires ont déversé leur cargaison de pétrole en mer.

Le 16 mars 1967, le pétrolier, battant pavillon libérien, «Torrey Canyon» jaugeant 123 000 tonnes, les cales bourrées de pétrole, s'échoue sur des récifs entre la Cornouaille et les îles Sorlingue. 100 000 tonnes de pétrole s'échappent et vont souiller les côtes françaises et anglaises. Le terme «marée noire» date de cette catastrophe.

Le 24 janvier 1976, l'Olympic Bravery, pétrolier géant de 275 000 tonnes, nouvellement sorti des chantiers de St Nazaire, vient s'échouer au Nord de l'île d'Ouessant. L'épave reste trois semaines sans que rien ne soit fait, vers la mi-mars une tempête se déclenche, l'épave se casse en deux, le pétrole se

Mer du Nord

UNE CATASTROPHE PREVISIBLE

Celui qu'on appelle le pompier volant, l'américain Red Adair, spécialiste des incendies de gisements pétroliers est arrivé dimanche sur la plate-forme de forage «Bravo» d'Erkofisk en Mer du Nord avec son équipe. Par précaution, tous les pompages sur l'ensemble du gisement ont été suspendus et la

combien faudra-t-il de temps pour venir à bout de la fuite d'hydrocarbures ? Quatre jours comme le prétend la «Philipp Petroleum Norvège», la société qui exploite la plate-forme ?

Une semaine, comme dit le directeur du pétrole norvégien, à condition qu'il n'y ait pas d'incendie ? Un mois ou plusieurs mois s'il faut forer un second puits pour diminuer la pression au point de forage «Bravo» ?

4 000 TONNES PAR JOUR

Du temps qu'il faudra pour colmater la brèche dépendra l'ampleur de la catastrophe. Le pétrole se répand actuellement au rythme de 4 000 tonnes par jour dans la mer. Une nappe de 30 km de long et de 3 à 8 km de large s'est déjà formée et dérive dans la partie centrale de la mer du Nord. Pour l'instant, les vents sont faibles et la nappe est encore loin des côtes, mais elle finira bien par toucher les côtes norvégiennes ou danoises. Les techniques actuelles ont surtout fait preuve de leur inefficacité. Les barrages flottants laissent passer le pétrole et sont difficiles à poser, et la Mer du Nord étant particulièrement agitée complique encore le problème. L'épandage de solvants et de détergents chimiques a prouvé dans le passé qu'il était plus dangereux pour la faune et la flore que le

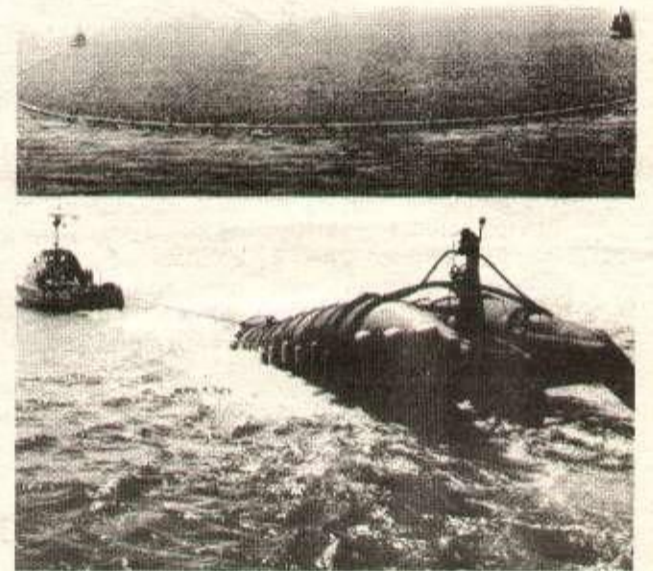
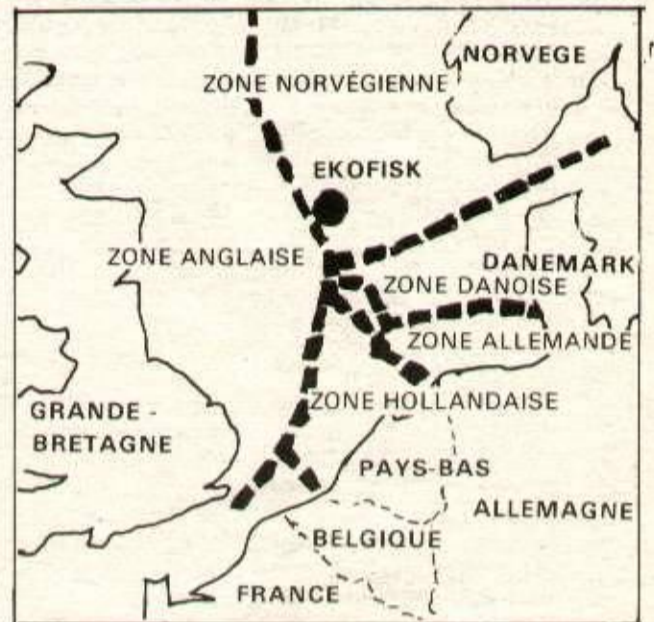
pétrole lui-même. Il n'est pas prévu pour l'instant, tant que la nappe ne menace pas les côtes d'utiliser des produits chimiques.

LA RUINE DE LA PÊCHE

Les conséquences de cette catastrophe sont difficiles à évaluer. Ce qui est sûr, c'est qu'elles seront immenses pour l'équilibre écologique de la Mer du Nord, mer très poissonneuse en harengs et en sardines, d'où des milliers de pêcheurs tirent leurs ressources. L'ennui pour eux, c'est que les compagnies pétrolières tirent de plus en plus de profits du gisement pétrolifère de la Mer du Nord, et qu'elles n'ont pas tenu compte des mises en garde répétées, prodiguées par tous les spécialistes sur les dangers des forages «off-shore».

Car il est clair que toutes les précautions n'ont pas été prises pour faire face à toute éventualité. En principe, l'arbre de forage est muni de plusieurs vannes qui permettent de bloquer la colonne d'exploitation au fond; pour quoi ces vannes n'ont-elles pas fonctionné ? On parle aujourd'hui de forer un second puits à proximité de celui-ci. Pourquoi n'y aurait-il pas forage systématique d'un second puits pour parer à une fuite ? La réponse est connue, cela alourdirait les frais des compagnies pétrolières.

circulation maritime a été interdite dans les environs de la plate-forme. Il y a en effet de très grands risques d'incendie en raison de l'accumulation de gaz. La plate-forme est arrosée en permanence par les canons à eau d'un navire géant de lutte contre l'incendie : le «Forties Kiwi».



Pose d'un barrage flottant expérimental au tour d'une nappe fictive : une méthode inopérente.



entraîné un arrêt des exploitations off-shore sur les côtes britanniques.

Une des plates-formes

d'Erkofisk a déjà été accidentée : la plate-forme Alpha subissait un violent incendie à la suite d'une fuite

de pétrole. Quatre membres d'équipage de la plate-forme ont péri dans cet incendie, il y a 18 mois.

Chine : l'expérience de Taking

L'ENJEU DE L'INDEPENDANCE

Située dans la plaine du Nord-Est, autrefois déserte, l'exploitation pétrolière de Taking, qui a commencé dans les années 60 est devenue aujourd'hui une des plus grandes exploitations pétrolières du monde. Depuis 17 ans, sa production progresse de 28 % en moyenne.

C'est en comptant sur ses propres forces, sur la mobilisation de la classe ouvrière, que la Chine socialiste a pu mettre sur pied Taking en un peu plus de trois ans. Ce développement de l'industrie pétrolière est profondément significatif de ce qu'est l'édification du socialisme. L'ancienne Chine était entièrement dépendante de l'étranger pour le pétrole : les « experts » des pays impérialistes juraient qu'on ne pouvait pas trouver de pétrole en Chine. En fait, ils ne voulaient pas en trouver, parce que c'était contre leurs intérêts.

Avant les années 60, la Chine continuait à importer du pétrole. C'est à cette époque que la Chine connut de grandes difficultés, dues à des cala-

mités naturelles. A ce moment l'URSS profita de l'occasion pour exercer un chantage sur la Chine et tenter de la ranger à ses positions révisionnistes, elle retira ses experts, annula tous les accords de coopération et arrêta ses exportations de pétrole. Khrouchtchev pensait ruiner l'économie chinoise.

Devant cette attaque qui mettait en cause l'indépendance nationale, la classe ouvrière s'est mobilisée avec les travailleurs scientifiques pour la recherche. Ils ont découvert dans la plaine du Nord-Est d'immenses champs pétrolifères, démolissant l'affirmation suivant laquelle « la Chine n'a pas de pétrole ». En février 1960, sous la direction du Président Mao, des dizaines de milliers d'ouvriers, de techniciens, de cadres et de soldats de l'Armée Populaire de Libération venaient de tous les coins du pays pour la grande bataille du pétrole. Tout était à faire : dans la vaste plaine déserte cou-

verte de neige, il n'y avait ni maison, ni électricité, ni approvisionnement. Les travailleurs logeaient sous des tentes et faisaient des feux de bois. On manquait de moyens : les foreuses étaient arrivées à la gare, mais il n'y avait rien pour les transporter. Sous la direction de Wang-Kin Hsi, l'« homme de fer », les ouvriers de Taking discutèrent de ce problème : ils se sont rendus compte que, dans la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, la difficulté principale à ce moment, c'était la pénurie de pétrole et que rompre le blocus imposé par l'impérialisme et le révisionnisme était une nécessité révolutionnaire pour le peuple chinois. Ils ont dit : « Il faut travailler avec ardeur, si les conditions favorables existent et, si elles n'existent pas, les créer ». Ainsi, ils ont porté ou tiré les pièces eux-mêmes jusqu'au chantier où ils ont réussi à installer l'appareil de forage. Manquant d'eau pour faire tourner la foreuse, alors que les canalisations n'étaient

pas installées, ils sont allés puiser l'eau avec des seaux à des centaines de mètres. Après six jours de travail, ils foraient avec succès le premier puits.

L'exploitation pétrolière de Taking permet aujourd'hui à la Chine de se suffire en pétrole. Mais Taking est fondamentalement un acquis politique pour le peuple chinois : « Le plus grand résultat obtenu dans la mise en exploitation de Taking fut d'aguerrir un contingent d'hommes révolutionnaires du type de l'« homme de fer » qui, armé du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung, était à la fois « rouge et expert »... Les ouvriers du pétrole travaillent au socialisme tout en gardant présent à l'esprit le grand objectif : le communisme ; ils ne craignent ni la fatigue ni les épreuves et servent de tout cœur la révolution et le peuple au lieu de rechercher le renom et les intérêts personnels ».

Espagne

CARRILLO JUSTIFIE L'ABANDON DU DRAPEAU RÉPUBLICAIN

Au cours du premier meeting officiel du PCE à Valladolid, des incidents ont eu lieu, des militants protestant contre la décision du comité central d'abandonner le drapeau républicain pour celui de Franco et de Juan Carlos. Dans un discours Carrillo a reconnu les difficultés qu'il rencontrait à ce sujet et a tenté de se justifier : « On nous reproche parfois d'avoir reconnu le drapeau sang et or. Nous acceptons ce drapeau de l'Etat. L'Etat n'est plus celui de Franco ».

D'autre part, après la légalisation des organisations syndicales, l'ensemble des organisations demeurées illégales, parmi lesquelles l'ORT ont lancé un appel pour la légalisation de tous les partis.

CONFÉRENCE SUR LE DROIT DE L'HOMME

A Genève, une commission de la conférence diplomatique sur le droit humanitaire a adopté à la majorité un article selon lequel les combattants d'une guerre de libération pourront désormais bénéficier des garanties et des protections accordées aux prisonniers de guerre.

Rappelons que jusqu'ici les impérialistes ont toujours refusé de reconnaître les combattants des mouvements de libération comme des combattants bénéficiant des garanties de la Croix-Rouge dans la mesure où il n'y pas « état de guerre » déclaré.

Le représentant de l'OLP a déclaré que le nouvel article devrait s'appliquer

dans les territoires occupés et dans toute la Palestine occupée par Israël (les Palestiniens luttent actuellement pour que les détenus en Israël aient le statut de prisonniers de guerre).

Les représentants d'Israël ont violemment protesté contre la décision de la commission. Le nouvel article donne une base juridique à une exigence formulée depuis longtemps par les mouvements de libération. Néanmoins cet article est restrictif : en effet il précise que pour être protégé par les conventions humanitaires un guerillero doit « porter ses armes ouvertement » et « appartenir à un mouvement organisé ».

En bref...

PAKISTAN

Après la proclamation de la loi martiale la semaine dernière et l'arrestation de nouveaux dirigeants de l'opposition, de nouvelles manifestations ont eu lieu pour réclamer de nouvelles élections. L'opposition au premier ministre Bhutto a projeté d'organiser une marche sur la capitale Islamabad.

PORTUGAL DISPARITION SUSPECTE

Enrique Cerqueira, auteur d'un livre sur l'assassinat du général Delgado (candidat anti-faciste à la présidence de la République en 1958) où il accusait plusieurs personnalités politiques, en particulier SOARES, a disparu à Lisbonne. Le même jour, son domicile à Braga avait été fouillé par des individus masqués qui recherchaient des documents sur l'affaire Delgado.

Éthiopie

EXPULSION DES CONSEILLERS MILITAIRES US

La dictature militaire du DERG a décidé de fermer quatre établissements américains et six consulats occidentaux qui se trouvent en

Erythrée. Les conseillers américains, au nombre de 400 ont seulement quatre jours pour quitter le pays. Les quatre établissements améri-

cains sont le service d'information, l'unité de recherche médicale de la marine, le groupe consultatif d'assistance militaire et la station de télécommunication de Kagnew.

Cette décision fait suite à la décision de Carter qui avait décidé de supprimer les six millions de dollars de crédits militaires attribués au DERG. La dictature avait alors annoncé qu'elle se procurerait des armes en URSS. Selon certaines informations, les premières armes soviétiques étaient arrivées il y a quelques jours en Éthiopie. Le social-impérialisme soutient un régime qui intensifie sa répression contre les masses populaires et contre les révolutionnaires du PRPE, qui continue la guerre contre les patriotes d'Erythrée. De plus, la tension s'accroît entre l'Éthiopie et le Soudan auquel Carter a, au contraire, apporté une aide militaire plus importante cette année.



En bref... En bref...

ETHIOPIE

Les correspondants de Reuter, de l'agence France-press, et du Washington Post ont reçu des autorités d'Addis Abeba l'ordre de quitter le pays dans les 48 heures. Cette décision leur a été communiquée dans la journée de lundi.

PORTUGAL

Lundi, jour anniversaire de la révolution au Portugal, des milliers de manifestants ont défilé dans les rues de Lisbonne, autour d'Otelo de Carvalho, à l'appel des GDUP (Groupes dynamiseurs de l'unité populaire). L'un des principaux acteurs du 25 avril, Otelo de Carvalho est aujourd'hui sous le coup de poursuites disciplinaires. La manifestation est passée devant Radio Renaissance, et le siège du journal Republica, aujourd'hui fermé.

EGYPTE

L'Égypte est disposée à arrêter le proces-

sus de détérioration de ses relations avec l'Union Soviétique, a déclaré à Tunis le vice-président égyptien, Moubarak. Il a précisé que des négociations avaient lieu entre les deux pays au sujet de la participation de l'URSS à la conférence de Genève.

LIBAN

Des combats ont opposé à Beyrouth les « forces de paix » arabes à des membres du Front du refus. Ces combats ont fait, dans les journées de samedi et dimanche, une cinquantaine de morts et de blessés. A l'origine de ces combats, l'attentat contre deux « casques verts », qui a donné lieu de la part des forces arabes, essentiellement syriennes, à un ratissage systématique de la zone palestinienne de Beyrouth, pour découvrir « ceux qui ont soutenu les coupables au cours des combats ».

INTERNATIONAL

Pham Van Dong vient négocier des accords économiques

LE 1^{er} MINISTRE DU VIETNAM A PARIS

La visite en France du premier ministre de la République Socialiste du Vietnam, M. Pham Van Dong, est un symbole : le négociateur de Fontainebleau en 1946, alors que le peuple vietnamien commençait sa première guerre de libération contre le colonialisme, est aujourd'hui le représentant du peuple qui après avoir battu l'impérialisme français à Dien Bien Phu, a contraint l'impérialisme américain qui paraissait et se croyait invincible à quitter le Viet-Nam. C'est fort de ces deux victoires que le Viet-Nam libre développe ses relations avec l'impérialisme français.

UN TIERS DES INVESTISSEMENTS OCCIDENTAUX

Après les pays scandinaves, notamment la Suède, l'impérialisme français est le premier pays occidental à développer des relations économiques importantes avec le Vietnam. Ses investissements représentent le tiers des investissements occidentaux.

Vendredi, à la veille de l'arrivée du premier ministre, un accord financier de 650 millions de francs a été signé pour que la France livre du matériel nécessaire à la reconstruction et à la mise en place de l'économie : notamment pour financer une cimenterie et cinq chaudières à vapeur ainsi que d'autres projets : une papeterie, une filature de coton, un complexe sidérurgique, et un complexe de mécanique lourde pour la production de Bulldozers et de camions sont envisagés.

Par ailleurs Giscard espère que sera signé un accord pour l'exploration du pétrole de la mer de Chine, dont les puits ont été découverts en 1974. Mais aujourd'hui il doit accepter des conditions qualifiées de «très dures». Pour Total, dès la découverte des puits, le GRP avait déclaré que les concessions passées avec le gouvernement de Saigon étaient sans valeur. Aujourd'hui, leur technologie, notamment le forage en mer est nécessaire pour mettre en valeur les ressources pétrolières vietnamiennes, mais elles ne peuvent en tirer aucun pouvoir. Sur les ruines de l'empire américain, Giscard trouve quelques débouchés pour ses entreprises. Mais aujourd'hui c'est le Vietnam qui est maître de ses débouchés et de leur utilisation.

De 1973 à 1975

LA FAUSSE SYMÉTRIE HANOÏ-SAIGON

Entre 1973 et 1975, l'impérialisme français joue sur les deux tableaux. Le 12 avril 1973 il établit des relations diplomatiques avec la République Démocratique du Vietnam, le 13 avril un communiqué annonce la reprise des relations diplomatiques entre le gouvernement Thieu et Paris, ce dont se félicitent les fantoches de Saigon «Le gouvernement ne reconnaît qu'un seul gouvernement légal et constitutionnel au Sud-Vietnam» affirme Thieu. Il faut un an de discussions pour que ce soutien hypocrite à Thieu soit adouci par l'accord du 24 mai 1974 accordant l'ouverture d'une mission permanente à Paris.

MISOFFE AU SUD ET AU NORD

En 1974, Missoffe était envoyé en mission au Vietnam, au sud et au nord. Dès 1973, Paris avait décidé de dégager des crédits pour la reconstruction du Vietnam. Il préparait une série de contrats, qui se soldèrent pour l'essentiel à une aide au régime de Thieu, par le biais des organismes internationaux, tandis que rien ne débouchait au nord.

Après la victoire les sociétés françaises opérant au sud ont été nationalisées et représentaient une valeur de 50 à 100 millions de francs, bien inférieure aux crédits pour la reconstruction fournis régulièrement depuis 1973. En 1975, une délégation française se rendait à Hanoi, le communiqué publié à l'issue de cette visite était des plus imprécis : seules les zones économiques indispensables au sud, il ne faut pas compter seulement sur la population du sud. On estime que lorsque les paysans qui avaient été contraints par la guerre d'agression américaine, de s'entasser dans les villes, seront dans leur masse, retournés dans les campagnes, ça ne suffira pas pour autant. Or, il y a au nord pas mal de paysans sous-employés pour le

ATTENTATS FASCISTES CONTRE LES PATRIOTES DU CAMBODGE ET DU VIETNAM

Dimanche matin, un attentat à la bombe causait de graves dommages au local du Comité des Patriotes du Kampuché Démocratique en France à Gentilly. La veille, à la Cité Internationale, une trentaine de fascistes, anciens de l'armée fantoches de Saigon, ont attaqué les étudiants vietnamiens avec des sabres et des barres de fer. Ils ont été repoussés par une mobilisation des résidents. Après la défaite des Américains au Vietnam et au Cambodge, des centaines d'anciens officiers des armées fantoches, membres de forces spéciales et tortionnaires se sont réfugiés en France et peuvent agir en

toute impunité. C'est ainsi que Giscard conçoit la «France terre d'asile». Alors que de plus en plus, la bourgeoisie française veut interdire toute expression aux militants patriotes et révolutionnaires, les expulsant sous divers prétextes et interdisant leurs organisations (ainsi en juillet l'interdiction de la mission du FUNK en France), elle laisse agir les tueurs desionistes, de la SAVAK iranienne et des fascistes vietnamiens et cambodgiens. Ces attentats s'accompagnent d'une campagne de presse haineuse et calomnieuse contre les peuples héroïques, campagne où le Figaro était à l'avant-garde,

publiant hier une page entière de mensonges sur le Vietnam, le jour de la visite de Pham Van Dong. Mais c'est précisément le fait que, de plus en plus, les succès des peuples d'Indochine apparaissent au grand jour qui excite les réactionnaires. En particulier, c'est le grand nombre de Cambodgiens résidents en France venus assister à la commémoration de la victoire le 18 avril qui a provoqué la rage impuissante des fascistes. NON AUX ATTENTATS FASCISTES ! LIBERTÉ D'EXPRESSION POUR LES PATRIOTES ! FANTOCHES HORS DE FRANCE !

LE VIETNAM

Roger Pic, reporter, cinéaste, qui a tourné de nombreux films sur la guerre de libération du peuple vietnamien, a effectué en mars de cette année un nouveau séjour au Vietnam, devenu la République socialiste du Vietnam. Il a au cours de ce voyage tourné un film dont des extraits ont été passés récemment à la télévision française. Son dernier séjour au Vietnam remontait à début mai 1976, période de préparation des élections générales, premières élections libres dans tout le Vietnam.

Roger Pic explique ici, pour les lecteurs du Quotidien du Peuple, quels changements il a constatés, du nord au sud, un an après ce séjour et deux ans après la libération totale du sud, deux ans après la défaite historique de l'impérialisme américain.

— En ce qui concerne la réunification entre nord et sud, quels sont les signes les plus manifestes que tu as pu voir ? Quels problèmes les Vietnamiens ont-ils à surmonter dans la réalisation intégrale de ce processus ?

— Déjà, il y a incontestablement d'énormes mouvements de population entre les deux parties du Vietnam.

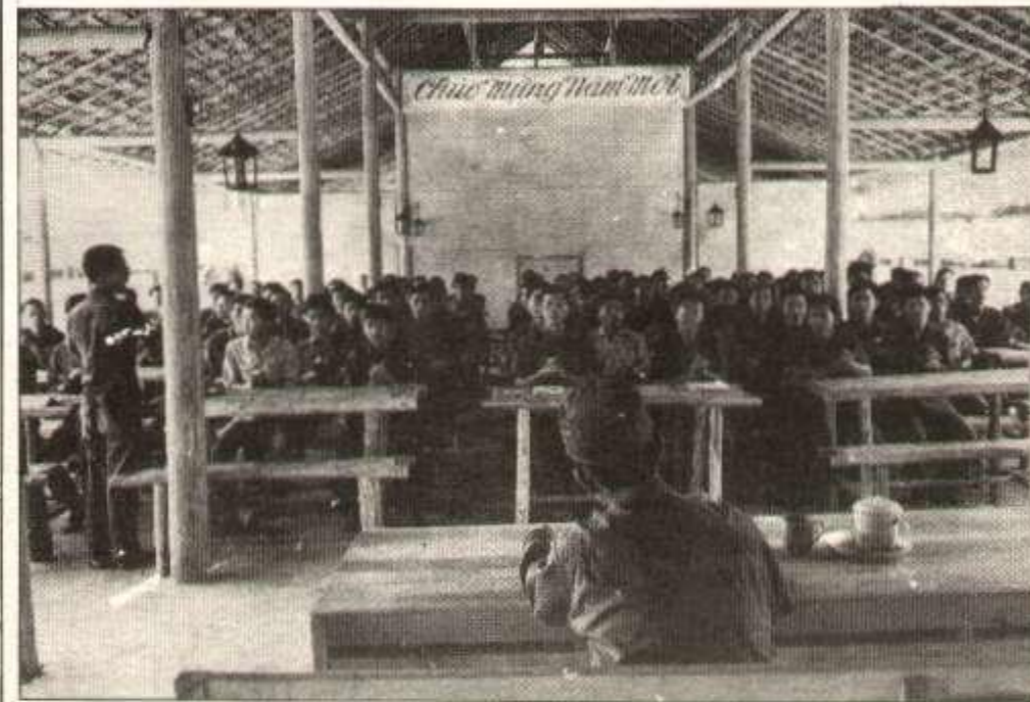
Il y a des familles qui se recherchent, des familles qui se regroupent, et pour cela tout une circulation s'est établie avant même l'ouverture du «Transvietnamiens», renforçant le sentiment d'appartenance à une seule et même nation. Des milliers d'habitants du Nord, sont descendus en vélos, en autocars, en camions, rechercher leur famille au sud, alors qu'ils ne savaient rien d'elle depuis 20 ans, qu'ils avaient perdu le contact avec elle, avant même 54. Ainsi, tous les anciens militants révolutionnaires du sud qui avaient quitté leurs familles et leur province natale afin de se regrouper au Nord «pour deux ans au plus» en vertu des accords de Genève de 54, réalisent un vieux rêve.

Beaucoup se sont implantés au sud, et vice-versa. Le mouvement n'a cessé de s'amplifier dans les deux sens. Ça c'est une interprétation des régions entre elles, qui est spontanée et qui est significative de la réunification.

Il y a par ailleurs des mutations de populations qui, elles, sont organisées par l'État vietnamien. Car les autorités révolutionnaires esiment que pour lancer les zones économiques indispensables au sud, il ne faut pas compter seulement sur la population du sud. On estime que lorsque les paysans qui avaient été contraints par la guerre d'agression américaine, de s'entasser dans les villes, seront dans leur masse, retournés dans les campagnes, ça ne suffira pas pour autant. Or, il y a au nord pas mal de paysans sous-employés pour le

moment. Aussi, le gouvernement a décidé de proposer à 150 000 d'entre eux de s'implanter dans les zones économiques du sud et sur les hauts plateaux du centre. J'ai pu visiter cette fois, en pleine forêt, dans la montagne, près de Dalat, une grande zone économique de 54 000 hectares dont le seul but est de faire de l'exploitation forestière, et de créer des pâturages pour faire de l'élevage. Là, ce sont essentiellement des jeunes et des familles entières qui sont venus de Hanoi, d'où le nom donné à la zone de «nouvelle zone économique de Hanoi». On a commencé par construire des baraques en bois, à installer une scierie, on a abattu des arbres, on a fait des planches, et comme des pionniers, on défriche, on construit une école, l'infirmerie, etc... C'est une véritable «conquête du Far West». Il y a une mobilisation particulièrement importante des jeunes et déjà, on nous a expliqué qu'il y a eu 22 mariages. On est en train de créer de nouveaux centres ruraux, de nouveaux villages, de donner une animation à des territoires qui étaient laissés à l'abandon, qui n'étaient pas exploités !

En ce qui concerne la réunification des cœurs, des mentalités, c'est une autre affaire. Il est certain que dans l'ex-Saigon, des gens qui ont vécu très longtemps dans la haine du communisme, dans la haine du nord, et qui considèrent encore que le sud a été envahi par les «nordestes», des gens qui avaient un certain train de vie reposant entièrement sur l'économie de guerre, ces gens-là ne sont pas «convertis» dans leur ensemble à la nouvelle vie. Petit à petit, beaucoup d'entre eux se mettent au travail, cherchant à s'insérer dans le nouveau système social. Mais, il est très perceptible à Ho-Chi-Minh-Ville que beaucoup de gens sont encore dans l'attente sinon dans l'opposition. Il y a dans une partie de la population une hostilité latente, passive mais qui est quand même très sensible dans le milieu de la bourgeoisie où on n'est évidemment pas prêt à «tre du jour au



Le camp de rééducation N° 3. Les responsables de l'ancien régime de terreur sont ici. A leur sujet, Huynh Tan Phat, ex-président du GRP, et aujourd'hui vice-premier ministre du gouvernement du Vietnam unifié déclare : «Ces gens-là étaient persuadés que nous leur couperions la tête. Nous pensons, nous, que personne n'est irrécupérable.»

NOUVEAU 2 ans après la victoire

Interview de Roger PIC - 2 -

Propos recueillis par Jean-Paul GAY

Photos Roger Pic



Les pionniers des nouvelles zones économiques au Sud-Vietnam

lendemain des révolutionnaires convaincus. Les autorités révolutionnaires ne se font aucune illusion et estiment qu'il faut attendre une nouvelle génération pour surmonter complètement ce problème.

— Comment, dans ces conditions, résoud-on le problème des cadres ? Fait-on appel à des gens pour leur compétence technique bien qu'ils soient plus ou moins réticents à l'égard du nouveau régime, ou bien celui-ci parvient-il à suppléer totalement au besoin en cadres par la formation qu'il a assurée et assurée, de nouveaux cadres, animés d'une idéologie révolutionnaire ?

— Oui, ceci est un très grave problème. Dans la mesure où on n'a pas confiance dans certains fonctionnaires de l'ancien régime, on les a écartés pour le moment de toute responsabilité. Mais il y a un certain flottement qui s'est manifesté parce qu'on n'a pas toujours des cadres de substitutions disponibles. Il y a des révolutionnaires qui ont pris une part très active et héroïque dans la lutte de libération mais qui ne sont pas pour autant encore aptes à prendre certains postes de responsabilités au niveau de l'industrie du sud vietnam qui manquent encore de compétences techniques ; le problème est semblable au niveau de l'administration, au niveau de tous les emplois vitaux pour le fonctionnement de toute une région.

Alors, petit à petit, d'anciens cadres retrouvent une place, des gens qui manifestent leur bonne volonté pour appliquer la politique du nouveau régime reprennent certains postes de responsabilités. Ceci est déjà très sensible dans certains services, notamment dans les services sanitaires. Je suis allé voir Mme Ngo Ba Tanh qui est une ancienne leader de la 3^{ème} force qui était en traitement dans un hôpital à Ho Chi Minh ville, elle nous a expliqué que l'hôpital était sous contrôle des médecins militaires, qu'il y avait des médecins de l'ancien régime de Saigon et des infirmières qui avaient travaillé là pendant toute la durée du régime de Thieu et entre gens de l'ancien système et révolutionnaires, il y a eu un brassage qui s'est effectué après la libération sans problèmes, sans aucune difficultés et l'hôpital fonctionnait très bien. Il y a d'autres secteurs où on n'a pas trouvé

cette adhésion, cette cohésion, ce brassage et où certaines personnes sont encore «en observation», où on n'a pas confiance dans certains directeurs, certains techniciens. Même, certains sont encore dans des centres de «rééducation».

— La presse hostile à la libération et à l'édification socialiste du Vietnam, a parlé de «lavages de cerveaux», de «tortures morales», de «libertés individuelles bafouées». Comment les contradictions avec les opposants sont-elles résolues par le nouveau régime que s'est donné le peuple Vietnamien ?

— Les autorités révolutionnaires ne manquent pas de rappeler qu'aucune goutte de sang n'a été versée depuis la libération et qu'on a épargné même la vie des tortionnaires des prisons de Thieu, du bagne de Poulo-Condor, des agents spéciaux du plan «PHOENIX» qui sont coupables de l'assassinat de 60 000 militants révolutionnaires, à l'instigation de la CIA. Il n'y a pas eu d'exécutions sommaires et actuellement, il reste en tout et pour tout moins de 50 000 anciens officiers ou cadres supérieurs de l'ancien régime, que l'on prétend rééduquer.

Comme j'ai pu le constater, il n'y a pas de tout de lavage de cerveaux, de bourrage de crâne, de leçons apprises par cœur. On espère simplement par la discussion, les persuader qu'ils se sont trompés et les encourager à s'insérer dans l'édification du Vietnam. On se fait pas forcément de grandes illusions sur la possibilité de voir ces gens-là changer rapidement de mentalité. Il s'agit d'abord de les maintenir en marge de toute possibilité de structurer un mouvement contre-révolutionnaire, on n'a pas envie que la guerre civile se rallume. Par exemple, dans le camp de rééducation numéro 3 à 25 kilomètres de la frontière cambodgienne, à 4 heures de la route de Tay Ninh, en pleine brousse, 400 anciens officiers de Thieu sont gardés par 40 soldats révolutionnaires qui vivent dans les mêmes conditions que ceux qu'ils gardent dans le même type de paillottes, ils mangent la même chose. Ceux que l'on garde ne sont pas soumis à des travaux forcés ; ils font des travaux manuels, du jardinage, pour améliorer leur ordinaire ; ils font du sport. Ce n'est pas le Goulag.



— Après la victoire du 30 avril 1975, le GRP et la 3^{ème} force en tant que mouvement organisé, ont cessé d'apparaître. La presse occidentale a présenté ce fait comme le «signe» de la dictature du Nord sur le Sud.

— Au moment de la signature des accords de Paris, on avait parlé de la mise en place d'un gouvernement provisoire pour organiser les élections et pour ensuite aller vers la réunification progressive. Donc, on pensait qu'il y aurait un gouvernement du nord et un gouvernement du sud pendant un certain temps, et que dans ce gouvernement du sud, la 3^{ème} force jouerait un certain rôle.

Mais on a vu la suite. Thieu n'a jamais commencé la moindre application d'un seul chapitre des accords de Paris. Les américains et l'administration de Saigon se sont opposés violemment à la mise en place de cette administration provisoire et ont montré leur hostilité à l'organisation des élections prévues. Ils ont au contraire sur le plan militaire essayé de reprendre du terrain, de marquer des points jusqu'au jour

L'école de la nouvelle zone économique Le Minh Xuan, près de Saigon



où le GRP, le FNL ont mis un coup d'arrêt et impulsé la lutte révolutionnaire jusqu'à l'écroulement du régime de Thieu et à la victoire totale.

Dans ces conditions, on a pu aller plus vite, on a préféré s'acheminer tout de suite vers les élections générales, tout de suite vers la réunification.

Donc, on a mis en place ce qui était nécessaire sur le plan administratif pour organiser ces élections et elles ont eu lieu un an après la victoire révolutionnaire. Ces élections ont permis à tous les candidats de se présenter dans les régions d'où ils étaient issus. C'est ainsi en fin de compte qu'on a vu des leaders du Nord se présenter dans des villes du Sud car ils étaient originaires du Sud avant d'être devenus des citoyens de la RDVN, à la suite des décisions arbitraires des accords de Genève. On a vu des gens qui résidaient à Hanoi depuis 1954, se présenter aussi bien à Dalat, à Hué, à Da Nang, ou à Ho Chi Minh-ville. Les membres du GRP se sont présentés dans un certain nombre de circonscriptions. Beaucoup de gens ont pu poser leur candidature. Il fallait avoir l'aval des forces révolutionnaires, bien entendu. On n'allait pas laisser les ennemis les plus dangereux de la révolution vietnamienne se présenter mais, tous les représentants de la 3^{ème} force, tous les représentants des mouvements patriotiques du sud vietnam ont pu poser leur candidature, il y en a qui ont été élus, d'autres battus. Il y a eu l'Assemblée Nationale Constituante, et on a fait un nouveau gouvernement pour le Vietnam unifié. Et on y retrouve tous les grands leaders du GRP, ceux qui ont survécu au plan «Phoenix», ceux qui ont survécu à tous les combats du Sud.

Beaucoup de militants révolutionnaires sud vietnamiens n'ont pas pu être présents au moment de la victoire. C'est un gros problème. Il y a eu des pertes terribles au niveau des cadres du FNL et du GRP au Sud-Vietnam, c'est ça qui a considérablement diminué la présence du GRP et des militants du Front. Mais, tous ceux que l'on connaissait, toutes les grandes figures du GRP comme du FNL ont une juste place à l'intérieur de tout l'appareil politique et administratif du Vietnam réunifié, comme on le voit en regardant la liste des membres du gouvernement vietnamien.

— Et la 3^{ème} force ?

— Mme Ngo Ba Tanh est député. Il y en a beaucoup d'autres. Un ancien député de l'opposition dans le régime Thieu est rédacteur en chef du «Kien Sang» qui reparait à Ho Chi Minh-ville. Le directeur de ce journal est un ancien leader de la 3^{ème} force aussi. Ils sont là, présents dans la vie politique du Vietnam d'aujourd'hui.

(à suivre)

La Commune au jour le jour

Mercredi 26 avril 1871



Dès la trêve terminée, les combats reprennent. Les Versaillais avancent dans le secteur Sud, occupent «Les Molineaux» et s'approchent des deux forts qui restent aux mains des Fédérés, Vanves et Issy. Et cela est le début d'un rude affrontement; sous une véritable pluie d'obus puisqu'outre les canons du Mont Valérien et ceux de la gigantesque batterie de Montretout (dont nous avons parlé), Thiers (celui qu'on appellera dans les manuels le sauveur de la France) Thiers, pour bien écraser la résistance ouvrière, fera en plus installer à Meudon, à Chatillon, 293 grosses pièces de marine. Jamais une telle concentration de feu n'avait encore été mise en action.



Martial Senisse note : «Ce soir, un petit garçon de 7 ans a été tué par un éclat d'obus sur un trottoir de l'avenue de la Grande Armée».



De nouveaux journaux continuent à paraître. Pour le seul mois d'avril trente nouveaux titres furent criés dans les rues de Paris; et il y en eut au moins autant en mai.

Tout était à dire; tout était à reconstruire, c'était un profond besoin de s'exprimer au cœur de chacun, individuellement ou en groupes.

Assez idéaliste quant aux moyens d'imposer le nouveau pouvoir, le rédacteur de «L'Ami du Peuple», Vermorel, définissait bien ce qu'il était ce pouvoir : «La révolution du 18 mars consacre l'avènement politique du prolétariat, comme la révolution de 1789 a consacré l'avènement politique de la bourgeoisie».

DANS NOTRE COURRIER

Communiqué

Des engins explosifs de forte puissance ont été mis à la porte du local du Comité le dimanche 24 avril à 0h25 du matin. L'explosion a causé d'importants dégâts matériels.

Cet acte criminel montre une nouvelle fois la nature barbare et fasciste des impérialistes, des milieux réactionnaires et de leurs valets.

Après le coup d'Etat du 18 mars 1970 fomenté par l'impérialisme américain et les traîtres Lon Nol, Sirik Matak, Son Ngoc Thanh, Cheng Heng In Tam, Long Boret et Sosthène Fernandez, le peuple du Kampuchea et ses vaillantes forces armées révolutionnaires ont mené une lutte héroïque faite d'immenses sacrifices, sans compromis, ni négociations jusqu'à la victoire totale, le 17 avril 1975, après avoir défilé la guerre d'agression les plus barbares des impérialistes américains.

Après cette victoire de portée historique, le peuple du Kampuchea et ses vaillantes forces armées révolutionnaires, sous la direction juste et clairvoyante de l'Organisation Révolutionnaire, ont remporté de grandes victoires dans les travaux de reconstruction, d'édification et de défense nationale suivant la position d'indépendance et de compter sur ses propres forces.

Devant ces grandes victoires du Peuple du Kampuchea, les impérialistes et leurs valets de tout bord

ont intensifié leur campagne de dénigrement et de viles calomnies à l'encontre de la nation et du Peuple du Kampuchea. Cette campagne traduit une fois de plus un profond mépris, un grave affront de leurs auteurs à l'encontre du Peuple du Kampuchea ainsi qu'à l'encontre de l'opinion publique éprise de paix et de justice du monde entier car les faits sont très tenaces et les paroles n'y peuvent rien.

Acculés devant l'impasse totale, les impérialistes et des milieux réactionnaires ont aidé, soutenu et encouragé les traîtres khmers condamnés par le Peuple du Kampuchea dans leurs activités multiples contre la nation et le Peuple du Kampuchea comme le montre l'explosion aujourd'hui contre les patriotes du Kampuchea Démocratique.

Nous dénonçons auprès de l'opinion nationale et internationale éprise de paix et de justice, ces actes criminels et nous condamnons avec extrême vigueur tout acte portant atteinte à la sécurité, à la tranquillité des compatriotes du Kampuchea Démocratique vivant en France.

Nous exigeons que les coupables soient démasqués et sévèrement punis.

COMITE DES PATRIOTES
DU KAMPUCHEA
DEMOCRATIQUE
EN FRANCE
53, avenue Lénine
94250 - GENTILLY
tél : 655 85 17

Communiqué

(EXTRAIT)

Une fois de plus, le dimanche 19 décembre 1976, le pouvoir a montré sa détermination à appliquer une politique répressive à tous les niveaux, deux diffuseurs du Quotidien du Peuple ont été embarqués par la police sur le marché d'Aligre.

Apeurée, la bourgeoisie et ses flics veulent montrer de plus en plus leur volonté de briser la combativité des militants révolutionnaires et de la classe ouvrière (la police est systématiquement envoyée contre les travailleurs qui occupent leur usine)

Chaque jour, nous pouvons voir le durcissement de l'arbitraire patronal contre les travailleurs, dégradation de leurs conditions de vie, chômage, licenciements, blocage des salaires.

La bourgeoisie veut faire payer la crise aux travailleurs.

C'est parce que les camarades dénonçaient les crimes du patronat (assassinat d'un mineur de 34 ans à Merlebach) que les agents de police les arrêterent et les ont retenus durant trente heures comme de vulgaires assassins, en les inculquant d'outrages, violences et rébellion à agents.

Nous devons faire cesser ces abus de droit. Nous devons nous opposer avec vigueur à cette justice pourrie qui se développe de plus en plus en France. Nous devons nous élever contre les atteintes aux libertés d'expression. Nous apportons notre soutien à ces camarades ainsi qu'au P.C.R.M.L. et exigeons leur relâche.

- Relâche pour les deux camarades du PCRML incupés
- Tous le mardi 26 avril à 13 h 30 au Palais de justice 10^e Chambre Correctionnelle

Les CML de l'HR et la JCMLF du nord de Paris

NOTRE NUMÉRO :

636.73.76.



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRML
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N° 77718 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

FÊTE DE REBELLES

CARTOUCHERIE DE VINCENNES
30 AVRIL - 1^{er} MAI

ÉDDY MITCHELL SERA
À LA FÊTE DE REBELLES
PLUSIEURS RAISONS ONT PRÉSIDÉ
À CE CHOIX

La première est que ce chanteur connaît un réel succès parmi la jeunesse populaire et qu'il nous importe à nous jeunes communistes révolutionnaires de nous adresser largement à cette partie de la jeunesse, cible privilégiée des attaques anti-jeunes, réduite à l'instabilité, et au chômage après quelques années de CPPN ou CPA.

La seconde est que la jeunesse populaire est aussi particulièrement visée par les tentatives d'embrigadement de la bourgeoisie. La multiplication des concerts par exemple à la Porte de Pantin ou au Palais des Sports, rassemblement où s'expriment, parfois devant plus de

10 000 jeunes, des groupes fascistes qui font l'apologie de la violence pour la violence est une réalité qui ne peut nous laisser indifférents. Le fait est aussi qu'un chanteur comme Eddy Mitchell ne participe pas à de tels festivals d'embrigadement mais au contraire s'élève contre l'utilisation qui est faite aujourd'hui du Rock'n Roll.

Ainsi donc, partagés entre la volonté de faire participer largement à notre fête la jeunesse populaire et le risque de lui faire entendre une musique effectivement discutable, ne présentant dans le cas particulier aucun contenu explicitement réactionnaire, anti-populaire ou anti-communiste, nous avons fait consciemment le choix de faire venir : Eddy Mitchell.

Gageons pour conclure, que la jeunesse populaire venue écouter Eddy Mitchell retiendra principalement de notre fête, en participant de l'ensemble de son programme, qu'il existe aujourd'hui en France une organisation qui prend en compte sa vie et ses aspirations.

Roger AUBERT

Contre le capitalisme en crise Pour un 1er Mai de lutte

PARIS 10 h
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

MANIFESTATION

UNE SEULE SOLUTION :

LA RÉVOLUTION SOCIALISTE !

A l'appel

DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (marxiste-léniniste)
DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE DE L'HUMANITÉ ROUGE
DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE
DE LA JEUNESSE COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

83^e épisode

Il se releva, et s'engagea dans le raidillon. Etienne, courbé en deux, courut sans bruit après Fernand. Il courut de plus en plus vite et lui sauta dessus, lui emprisonnant les bras et les jambes de ses bras et de ses jambes. Sous le coup, Fernand bascula; doucement d'abord, puis d'un seul coup, il tomba. Son front heurta une pierre.

Debout, Etienne regarda ses mains. Prises sous la poitrine de Fernand, quand il était tombé, elles saignaient. Fernand, encore à terre, ne fit que gémir lorsque Etienne lui envoya un coup de pied.

Sur le chemin, Etienne rencontra Thérèse. Elle repartait pour Rencurel, poussant une vieille bicyclette. Etienne aurait préféré l'éviter; il passa vite auprès d'elle, la tête baissée, disant :

— Bonsoir !

— Etienne, viens ici !

Thérèse avait remarqué son visage tuméfié, ses vêtements déchirés.

— Etienne !

Elle lui mit la main sur l'épaule.

— Moi ! je sais que tu as compris. Peut-être mieux que nous.

Etienne gardait la tête baissée. Cela n'empêcha pas Thérèse d'ajouter, en remontant sur sa bicyclette :

— J'ai beaucoup aimé ton père !

Il leva les yeux, étonné, et la suivit du regard, essayant de peser la valeur de cette dernière phrase...

Thérèse avait tenu à venir annoncer elle-même à la famille Vieljeu la mort de Michel.

A Rencurel, seule à connaître les premiers secours à donner aux blessés, elle était aussi seule capable de lire en anglais le mode d'emploi des pansements personnels parachutés que portaient les soldats. Elle faisait son possible, lavait les plaies, y versait des sulfamides.

Une nuit, un fermier la réveilla. Un homme « du pays », blessé, venait d'arriver chez lui : Catillon, un fermier des Vallets.

Vieljeu avait souvent parlé de Catillon à Thérèse. Elle hâta le pas. Elle se voyait déjà sauvant, non plus le sergent, mais le lieutenant.

Catillon, trop las, trop près de l'événement pour cacher la vérité, décrivit à Thérèse le suicide de Michel Vieljeu.

A l'aube, elle partit pour le Pas de la Chouart, avec trois paysans. Elle prit des pansements pour soigner les blessés, s'il restait des vivants. Ils prirent deux pelles et une pioche pour enterrer les morts.

Les pansements de Thérèse furent inutiles, et pendant que les paysans creusaient une fosse, elle pleura près de Michel, plus amèrement qu'au jour de son départ.

Au delà du cadavre mutilé, elle voyait Vieljeu plus beau, plus mâle qu'il ne le fut jamais.

Après le bombardement de Toulon, ses écoliers étaient devenus « ses enfants » ; mort, Vieljeu devenait « son an an ». Son corps muet parlait mieux qu'il n'avait jamais parlé vivant. Thérèse épurait de leur sens quotidien les phrases qu'il lui avait dites. Elle était vouée par la guerre à n'aimer que des morts.

L'institutrice n'eut pas de mal à croire que Michel était venu mourir au col de la Chouart pour être plus près de Rencurel, plus près d'elle. De là à s'accuser de sa mort, il n'y avait qu'un pas; elle le fit et se crut prédestinée; elle crut porter la mort en elle.

Elle voulut la porter aux Vieljeu. Elle pensa remplir un rôle trois fois noble; elle était le messager des tragédies antiques, elle était Atropos, elle était l'amante éplorée et le cachait pour que règne l'harmonie au foyer de celui qu'elle avait aimé.

Elle ne put le cacher entièrement et légua à Etienne une simple phrase, pour que subsistât après elle un vague souvenir du roman qu'elle avait édifié : « J'ai beaucoup aimé ton père ! »

A la ferme, Hélène gisait sur son lit. Ses nerfs, tendus avant l'arrivée d'Etienne, s'étaient brisés. Ayant rempli son devoir de mère, Hélène accomplissait son destin de femme. Déchirée par des émotions contradictoires, elle glorifiait la Résistance dans laquelle Michel avait trouvé une mort héroïque, puis haïssait la Résistance qui lui prenait son homme; elle sentait tour à tour son cœur débordant de tendresse pour ses enfants, puis plein de haine pour ces deux gosses qui restaient le témoignage d'un foyer détruit. Elle pensait mourir, mais l'amour de la vie s'accrochait en elle.

(à suivre)

Lundi 21 h 55 sur A 2

QUI SONT VOS JUGES ?

Jean Denis Bredin, Jack Lang, Serge Moati ont travaillé ensemble à réaliser ce film : « Qui sont vos juges ? », premier d'une série de douze sur la justice. Cette association très « Programme commun » (Bredin est au MRG, Lang au PS et on dit Moati très proche du PCF), a donné un film de la même inspiration. « Ce que l'émission observe, disent les auteurs, c'est la diversité et la complexité de la réalité judiciaire... La réalité de la justice est d'abord celle de l'indifférence des Français, la réalité ce sont des juges mal rémunérés, privés des moyens de travail, sans vrai prestige social, subissant tour à tour les pressions du travail, celles des féodalités de toutes sortes, celles de la presse et de l'opinion publique, qui remplissent leur tâche quotidienne dans la méfiance des gouvernements, et l'ignorance de tous; la réalité, c'est une justice dont chacun se détourne tant qu'elle ne le concerne pas ». Pauvres juges !

En fait, le documentaire réalisé à base d'interviews est plus intéressant que ne pourraient le laisser supposer ces propos que ne démentirait pas Brauschweig, président de l'union syndicale de la magistrature. Interviews de juges de toutes tendances, du plus réactionnaire : Puydebas, ancien président de la 23^e chambre correctionnelle, celle

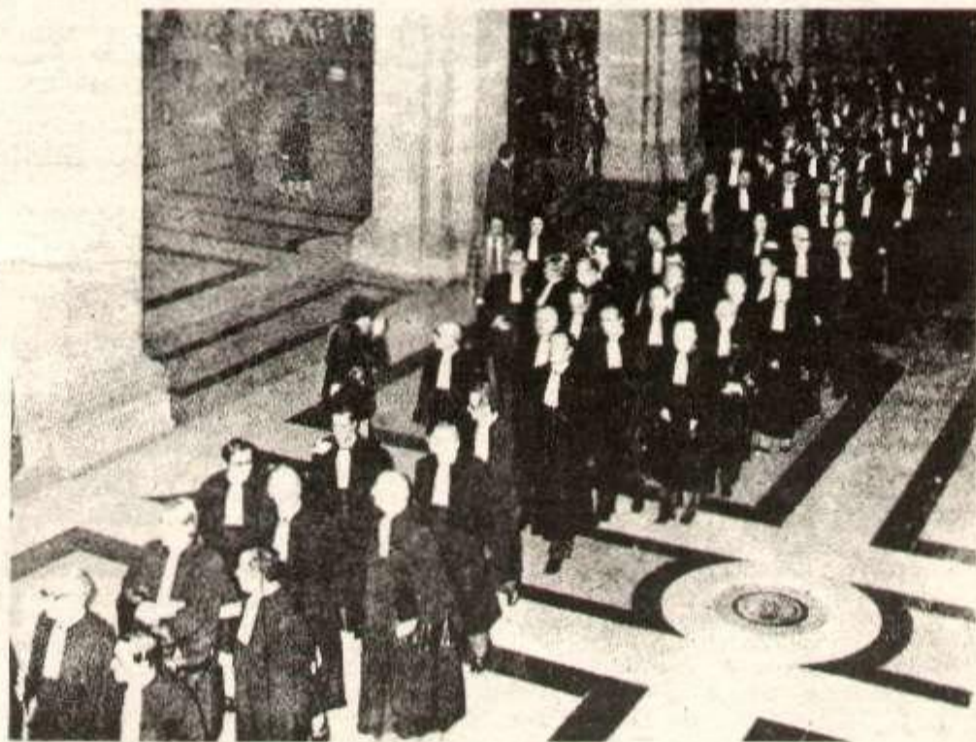
des flagrants délits, jusqu'au réformiste Lecrubier, juge des enfants, qui doute du rôle positif du juge, tout en gardant un espoir de le transformer, alternant avec des interviews d'ouvriers, d'« usagers », de détenus et du philosophe Michel Foucault. Le film ne nous apprend rien sur la justice, il ne dévoile aucun des rouages, on en reste à une vision très confuse du juge, stéréotypée. Il n'est pratiquement pas question du juge civil par exemple, alors que c'est pourtant lui qui est chargé des basses besognes quotidiennes qui touchent le plus grand nombre : sai-

sies, injonctions de payer, expulsions... Les auteurs, à la fois pour des raisons politiques, parce qu'ils croient en la possibilité de réforme de l'appareil judiciaire, et par facilité ont escamoté la critique de l'appareil judiciaire.

Malgré tout, leur film présente un certain intérêt par certaines déclarations significatives. Celle de Puydebas par exemple pour qui le juge est « celui qui tranche, qui tranche... » et de déplorer « la trop grande mansuétude » de la plupart de ses collègues. Braunschweig reconnaît à son corps défendant

que pour monter dans la hiérarchie, il vaut mieux fréquenter les allées du pouvoir et démontre involontairement que le juge n'est pas indépendant. Mais le plus intéressant, le plus éclairant et de loin, ce n'est pas ce que dit Foucault, qui a fait des analyses plus pénétrantes sur l'appareil répressif dans ses livres, mais, ce que disent les détenus et les ouvriers. Le dernier interview, celui d'un détenu, est un réquisitoire imparable contre la justice de classe de la part d'une de ses victimes. « Les juges c'est eux, c'est leur classe qu'ils défendent ».

Serge LIVET



Un défilé de protestation de juges du Palais de Justice de Paris. Ils protestaient contre « l'agression » de Tomadini, de l'UDR, qui les avait accusés de « libéralisme »

Programme télé

MARDI 26 AVRIL

TF 1

12 h 15 - Réponse à tout
12 h 30 - Midi première
13 h 00 - Journal
13 h 45 - Restez donc avec nous
18 h 05 - A la bonne heure
18 h 35 - Gulp
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Lettres volées
19 h 15 - Pétrus, Pétré, Pétrole
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Journal de voyage avec André Malraux promenades imaginaires dans Venise
21 h 30 - Bruits en fête et sons de plaisir
22 h 00 - Pleine page, émission littéraire
23 h 15 - Journal

A 2

13 h 35 - La télévision régionale
13 h 50 - Ton amour, ma jeunesse
14 h 05 - Les après-midi d'Antenne 2
18 h 45 - Flash d'information

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Les dossiers de l'écran : La première défaite d'Hitler : « La bataille d'El-Alamein » Film franco-italien de Calvin Jackson Padget (1968)
22 h 00 - Débat : la première défaite d'Hitler
23 h 30 - Journal

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Jules César. Policier
22 h 25 - Journal et fin

ce temps qu'on nous vole

3 MILLIARDS D'HEURES PAR AN DANS LES TRANSPORTS PARISIENS Par Pierre PUJOL et Nathalie DULLIN



Sur plus d'un million de travailleurs qui résident dans la banlieue parisienne et qui travaillent à Paris 400 000 passent plus de deux heures par jour dans les transports en commun.

200 000 y passent plus de deux heures et demi ; 100 000 passent plus de deux heures quarante ; 75 000 plus de trois heures

15 millions de déplacements par jour dans la région parisienne d'une durée moyenne de 30 minutes : au total plus de trois milliards d'heures par an se gaspillent, en pure perte pour les travailleurs dans les transports de la capitale.

Trois milliards d'heures à attendre, le regard tourné vers l'autre bout de la rue, à attendre un autobus, ou un métro, qui ne vient pas, les longues files d'attente dans les couloirs, l'entassement à sept ou huit par mètres carrés dans les wagons bondés, écrasés comme du bétail. La course interminable, la course pour attraper le train de banlieue, et un bout de place dedans, debout écrasés contre une portière.

Lignes pilotes, couloirs pour autobus, RER,

nouvelles rames, plan de relance des transports en commun succèdent aux plans de relance. Avec quel résultat ?

Entre 60 et 70, la longueur moyenne des trajets effectués par les usagers de la SNCF est passée de 14,2 km à 16,3 km. En 68, plus de 850 000 banlieusards travaillaient à Paris. En 72, ce chiffre était passé d'après une étude officielle à 1 040 000 par an. L'augmentation annuelle est d'environ 50 000 usagers alors que le schéma directeur de la région parisienne proposait de réduire ce chiffre à 20 000 par an pour arriver à un total de fréquentation de 970 000 en 1985 et de 1 070 000 en l'an 2 000.

Avec quel résultat la politique de priorité à l'automobile individuelle ? Alors que 62 % des déplacements domicile-travail aux heures de pointe sont effectués en transport en commun contre 29 % en voiture particulière, alors qu'aux heures de pointe du soir, seulement 15 % des banlieusards travaillant à Paris regagnent leur domicile en voiture particulière, contre 84 % en transport en commun.

Un exemple : pour remplacer le RER il faudrait une autoroute de 56 voies...

Les déséquilibres internes ont allongé les déplacements

La région parisienne, première concentration de travailleurs en France, a vu ses déséquilibres internes s'aggraver sous l'effet de la crise.

Les transports ont pris de ce fait une place de plus en plus importante dans la vie de chacun, sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs.

« LA DESTRUCTION DE L'INDUSTRIE PARISIENNE »

La désindustrialisation de Paris s'est accélérée, libérant des terrains industriels à des fins spéculatives. Les travailleurs ont été rejetés à la périphérie. Les emplois productifs ont été refoulés en grande banlieue, les patrons voulant réduire leurs coûts salariaux : les salaires en grande périphérie sont environ de 35 % inférieurs aux salaires parisiens. Paris et la banlieue Ouest ont concentré les tâches de gestion, et de direction du capital. Le VII^e plan a dirigé le « redéploiement » industriel vers les villes moyennes de province, a accentué la « provincialisation » de la grande banlieue. Selon la préfecture de région (mars 76). « L'emploi industriel régional atteint en 75 un niveau inférieur à celui de 1954... Les fermetures et les disparitions d'entreprises entraînent la perte de 14 000 emplois par an et par suite une véritable destruction de l'industrie parisienne ». Citroën Javel vend à la ville de Paris, les terrains (qu'elle lui

avait offert) pour s'installer à Aulnay-sous-Bois. La nouvelle usine qui emploie 90 % d'OS, ramasse ses ouvriers à des distances de 50 à 60 kms et jusque dans le département de l'Oise !

Pendant que les cadres qui habitent à Neuilly, travaillent à la Défense, toute proche, les employés qui travaillent à l'Ouest, doivent traverser Paris matin et soir !

L'EXPULSION MASSIVE DES TRAVAILLEURS HORS DES MURS

Deuxième facteur : le logement. Le VII^e plan prévoyait une diminution de 17 % des constructions de logements. Pendant que le secteur HLM régresse, le grand standing se développe (25 % de la construction en 72, 33 % en 74, plus de 50 % en 75). Dans les murs de Paris les HLM représentaient entre 59 et 70, 15 % de la construction totale mais plus que 7 % entre 71 et 74 ! Pendant que des milliers d'ouvriers courent tous les jours dans les métros, bus, trains, 200 000 logements sont vides en région parisienne !

Un par un les ouvriers quittent la capitale, expulsés ou rebutés par la hausse des loyers, souvent pour des loyers à peine inférieurs en banlieue, auxquels il faudra rajouter les frais de transport.

Les camions de déménagement qui sillonnent les

rues de Paris et de la proche banlieue attestent du fantastique « remue-ménage » auxquels ces déséquilibres contraignent la population. On cherche un logement près du travail, on change de travail puis de logement et ainsi de suite...

L'ÉCHEC DES VILLES NOUVELLES

Le programme d'action prioritaire concernant les villes nouvelles est un facteur supplémentaire de déséquilibre. Ces villes sont conçues parallèlement au dépeuplement de la proche banlieue. Les projets initiaux ont été revus, depuis la crise, et le déficit en transports est grave. Ces villes ne rompent, quoi qu'en dise le pouvoir, en rien le déséquilibre qui tire la région vers son centre Paris-Ville. Les industriels les évitent, les commerçants y imposent leurs prix, les travailleurs sont contraints à la « bagnole ». La lutte des habitants de Marne-la-Vallée, contre le péage sur l'A 4 est significative de leur situation : c'est à Paris qu'on trouve l'emploi et peu ailleurs.

LA PERPÉTUATION DES CERCLES VICIEUX

La région parisienne est une région bloquée, à tous les sens du terme. Bloquée, dès la source, comme nous venons de le voir, la tendance jouant à l'allongement des transports o Bloquée dans son fonctionnement quotidien. L'in-

suffisance de transports en commun a entraîné la « contagion » de l'automobile qui sature les axes urbains, encombre les couloirs d'autobus et les ralentit...

L'insuffisance des transports en commun a contraint de plus en plus d'usagers à se retourner vers la voiture et à saturer les nouveaux axes routiers à peine mis en service : à peine bouclé, le périphérique est bouché !

Enfin, dernier et non des moindres cercles vicieux, les intérêts électoralistes des partis de droite comme de gauche, qui les font s'opposer même aux projets (pour tant timorés) de la RATP d'étendre les « couloirs pour autobus ». Les municipalités de gauche, soucieuses de plaire aux commerçants (qui ont peur de voir de ce fait baisser leur clientèle) s'y opposent comme les autres. On a même vu Pierre Sotura, conseiller PCF général des Hauts-de-Seine, se rendre à la mairie (RI) de Courbevoie à la tête d'une escorte de commerçants demander l'annulation d'un projet de couloir et... l'obtenir ! Les travailleurs, eux, pourront attendre dans des voitures roulant à 9,9 kilomètres/heure !...

Seule à s'accommoder de cette situation, la bourgeoisie, a tenté de faire de Paris son siège social, de pulvériser les « unités habitat-emploi », de voler aux travailleurs leur temps de repos mais aussi d'activité syndicale ou politique.



Champigny, Créteil Un marathon épuisant

Habiter Champigny et travailler à Créteil, deux villes qui, à vol d'oiseau, sont relativement proches, n'apparaît pas au premier abord comme une performance. Et pourtant Champigny, une ville de 100 000 habitants de la banlieue Est de Paris, est une « cité-dortoir ». Quatre ou cinq petites entreprises ne nourrissent pas grand monde. Sur le plateau de Cueilley, a été construite une cité géante regroupant 20 000 personnes, Bois-Labbé.

De Bois-Labbé, chaque jour, les travailleurs se rendent au chef-lieu du Val de Marne, Créteil, qui offre plus d'emplois : centres de tri, administrations, hôpitaux...

De Bois-Labbé, un autobus, le 208, ne met pas moins de 20 minutes pour aller jusqu'à la gare. A la gare de Champigny, il faut prendre un autre autobus, à destination de Créteil-préfecture. Durée du transport : 30 minutes. Si, par ailleurs, vous ratez ce bus, il faut attendre encore 20 minutes le prochain bus. A Créteil-préfecture, les hospitaliers ont encore à s'engouffrer dans le métro, pour se rendre jusqu'à Créteil-l'Échat : 15 minutes. Au total, plus de 1 h 10 de transport pour un aller-simple. Pour compliquer la situation, ceux qui travaillent de nuit ne trouvent plus d'autobus après 21 heures. Ils doivent alors se rendre à la gare du RER, prendre le RER jusqu'à Nation, et ensuite le métro jusqu'à Créteil-l'Échat, en traversant Paris !

C'eût été encore trop simple ! La RATP, qui a été contrainte de prolonger la ligne qui se terminait à Maison-Alfort, jusqu'à Créteil (à la demande des travailleurs), fait payer 80 centimes de plus à chaque passager pour emprunter la seule prolongation de ligne ! Conclusion : on crée des emplois d'un côté pour fabriquer un chef-lieu administratif « de prestige » sans se soucier de voir qui pourra y travailler et comment il viendra. De l'autre côté, on crée des cités-dortoirs (ce qui arrondit le magot des promoteurs immobiliers), sans se soucier de l'emploi disponible.

Résultat : des milliers de travailleurs s'épuisent chaque jour dans des transports bricolés après coup.